

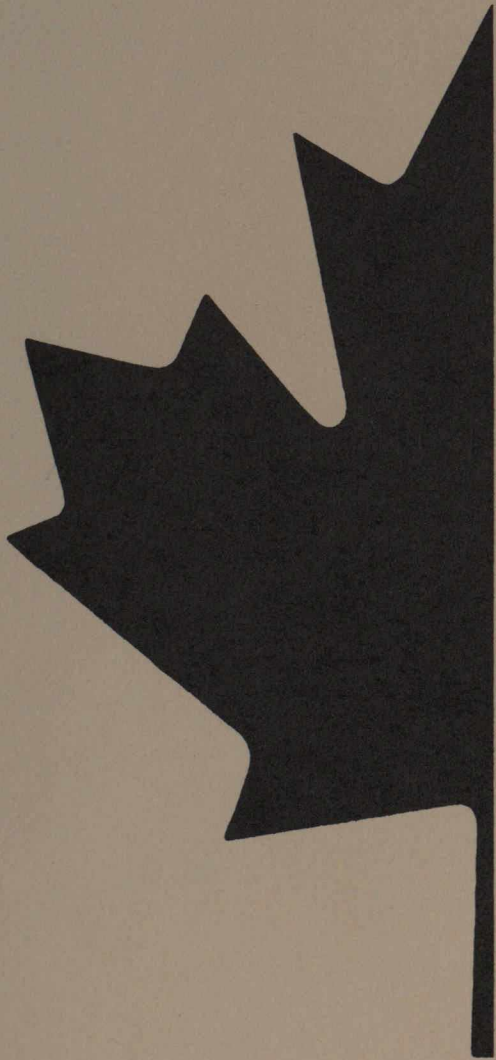
CA1
EA438
E87f



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

1989
c.1
DOCS



BANGLADESH

INDE

NÉPAL

PAKISTAN

SRI LANKA

UNION DE MYANMAR

**GUIDE DE L'EXPORTATEUR
EN ASIE DU SUD**

1989

GUIDE DE L'EXPORTATEUR EN ASIE DU SUD

TABLE DES MATIÈRES

- 1) VUE D'ENSEMBLE SUR L'ASIE DU SUD
- 2) BANGLADESH
- 3) INDE
- 4) NÉPAL
- 5) PAKISTAN
- 6) SRI LANKA
- 7) UNION DE MYANMAR
- 8) ASACR
- 9) CONTACTS
 - ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE
 - DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX CANADIENS À OTTAWA
 - DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX CANADIENS À L'ÉTRANGER
 - CONTACTS COMMERCIAUX ÉTRANGERS AU CANADA
 - CENTRES DU COMMERCE INTERNATIONAL
 - CONTACTS DANS LE SECTEUR PRIVÉ
- 10) AIDE FINANCIÈRE
 - BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT
 - SEE
 - PDME
 - ACDI-PCI

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JAN 19 1990

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

ASIE DU SUD : VUE D'ENSEMBLE

Le Contexte Géographique

Le contexte géographique de l'Asie du Sud est caractérisé par une grande diversité de climats, de reliefs et de ressources naturelles. Cette région est traversée par les chaînes de montagnes de l'Himalaya, qui jouent un rôle crucial dans la formation des climats locaux et régionaux. Les plaines fertiles, comme celle du Gange-Brahmapoutre, sont essentielles pour l'agriculture et le développement économique de la zone.

La diversité géographique de l'Asie du Sud est également marquée par la présence de vastes étendues d'eau, notamment le golfe du Bengale et l'océan Indien. Ces masses d'eau influencent profondément le climat régional, favorisant des conditions propices à l'agriculture et au commerce maritime. Les îles et archipels de la région ajoutent à la complexité géographique et culturelle de l'ensemble.

En outre, la géographie de l'Asie du Sud est marquée par une grande diversité de cultures et de langues. Cette diversité est le résultat de siècles de migrations, d'échanges commerciaux et d'influences extérieures. Le climat et le relief ont également joué un rôle déterminant dans la formation de cultures distinctes et de langues variées, reflétant la richesse et la complexité de cette région.

ASIE DU SUD : VUE D'ENSEMBLE

Le contexte géographique de l'Asie du Sud est caractérisé par une grande diversité de climats, de reliefs et de ressources naturelles. Cette région est traversée par les chaînes de montagnes de l'Himalaya, qui jouent un rôle crucial dans la formation des climats locaux et régionaux. Les plaines fertiles, comme celle du Gange-Brahmapoutre, sont essentielles pour l'agriculture et le développement économique de la zone.

La diversité géographique de l'Asie du Sud est également marquée par la présence de vastes étendues d'eau, notamment le golfe du Bengale et l'océan Indien. Ces masses d'eau influencent profondément le climat régional, favorisant des conditions propices à l'agriculture et au commerce maritime. Les îles et archipels de la région ajoutent à la complexité géographique et culturelle de l'ensemble.

En outre, la géographie de l'Asie du Sud est marquée par une grande diversité de cultures et de langues. Cette diversité est le résultat de siècles de migrations, d'échanges commerciaux et d'influences extérieures. Le climat et le relief ont également joué un rôle déterminant dans la formation de cultures distinctes et de langues variées, reflétant la richesse et la complexité de cette région.

ASIE DU SUD : VUE D'ENSEMBLE

Le Canada et l'Asie du Sud

L'Asie du Sud comprend l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Pakistan, Sri Lanka, et, aux fins du présent document, Myanmar (anciennement la Birmanie). Cette région, très vaste, est peuplée d'environ un milliard d'habitants, soit le cinquième de la population mondiale. Elle est délimitée par le Moyen-Orient, l'Union soviétique, et la Chine. Contrairement aux pays regroupés au sein de l'ASEAN, il existait peu d'institutions ou d'organisations régionales capables de centraliser les intérêts de la région et pouvant servir de mécanisme de coopération ou de règlement des problèmes, avant que ne soit fondée l'Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) en 1985 (l'Afghanistan et Myanmar n'en sont pas membres).

Pour de nombreux Canadiens, l'Asie du Sud est relativement peu connue et donc, sans importance. Les relations du Canada avec cette région sont toujours perçues comme étant essentiellement axées sur l'aide, et offrant peu de possibilités de contacts plus diversifiés, notamment sur le plan des relations commerciales. Notre perception nous empêche cependant de constater que la région change rapidement. Il reste aux Canadiens à bien comprendre les changements qui se produisent en Asie du Sud et leurs conséquences pour le Canada.

Au cours des dix dernières années, les économies de l'Inde et du Pakistan se sont caractérisées par une croissance soutenue. Bien que ces deux pays, ainsi que le Bangladesh et Sri Lanka, comptent toujours parmi les principaux bénéficiaires de l'aide canadienne au développement, nos relations bilatérales ne sont plus asymétriques et restreintes à un ou deux domaines d'activités. Il existe d'excellentes possibilités d'augmenter nos échanges commerciaux avec l'Inde et le Pakistan. La classe moyenne de ces deux pays se développe rapidement (celle de l'Inde dépasse à l'heure actuelle cent millions de personnes, et l'on s'attend à ce qu'elle atteigne au moins deux fois ce chiffre au cours de la prochaine décennie), ce qui crée des pressions en faveur de la libéralisation des économies nationales et d'un assouplissement des contrôles à l'importation.

Sur le plan économique, l'Inde constitue une grande puissance industrielle, se classant dixième au monde, avec une classe moyenne en pleine croissance et une population active de mieux en mieux formée et de plus en plus scolarisée. Le Pakistan emprunte en outre le même cheminement, qui devrait s'accélérer du fait de son retour à un gouvernement démocratique à la fin de 1988. Presque toute la période qui s'est écoulée depuis l'indépendance de 1947 a été marquée par des relations difficiles entre l'Inde et le Pakistan. Cependant, les dirigeants actuels des deux pays établissent avec soin les bases d'une relation moins superficielle et plus durable pour l'avenir. De meilleures relations entre l'Inde et le Pakistan auront des répercussions positives dans toute l'Asie du Sud, le résultat étant que plus de ressources seront consacrées aux secteurs productifs des différentes économies nationales. Presque tous les pays de la région, notamment le Bangladesh, Myanmar et Sri Lanka, cherchent désormais activement à attirer des capitaux étrangers et modifient leurs lois de façon à encourager l'investissement étranger dans leur économie.

Au cours de la dernière décennie, il s'est produit un important fait nouveau relativement aux déplacements de populations. De plus en plus d'émigrants sud-asiatiques choisissent le Canada. À l'heure actuelle, plus de 300 000 personnes venant de l'Asie du Sud résident au Canada. Au fur et à mesure que ce nombre augmentera, il sera plus facile d'établir des relations et des contacts d'affaires plus fréquents et plus étroits entre le Canada et les pays d'Asie du Sud. Nous pourrions en outre apprendre davantage sur leurs pays d'origine, ce qui, en retour, modifiera la façon dont les Canadiens percevront cette région dans l'avenir, ainsi que les possibilités qu'elle présente.

Le Canada tourne de plus en plus ses regards vers l'Asie. Ce changement a été causé en grande partie par les impératifs du commerce. Il se poursuivra et la participation de l'Asie du Sud augmentera. Les liens traditionnels, enracinés dans l'aide au développement et l'appartenance au Commonwealth, s'élargissent pour inclure davantage de liens commerciaux, d'investissement, d'immigration et institutionnels. En conclusion, paraphrasons l'auteur qui a dit que même si l'Asie n'a joué qu'un petit rôle dans le passé du Canada, elle comptera pour beaucoup dans son avenir.

LE BANGLADESH

LE BANGLADESH

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Sauf pour la partie qui touche Myanmar et le golfe du Bengale, le Bangladesh est entouré par l'Inde. Sa superficie est de 144 555 kilomètres carrés et sa population, dont la croissance est de 2,4 % par année, se chiffre à 106,5 millions d'habitants. Cette population compte 85 % de musulmans, et 12 % d'hindous, le reste étant des chrétiens, des bouddhistes ou des animistes. La langue officielle que parle 98 % de la population est le bangla (Bengali). L'anglais est parlé dans le monde des affaires.

Le Bangladesh a été formé à partir de la partition de l'Inde par la Grande-Bretagne en 1947. Portant le nom de Pakistan oriental, il s'est séparé en 1971 pour devenir le Bangladesh.

SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le Bangladesh est une république constitutionnelle. Le général Ershad a pris le pouvoir en 1982, et la présidence en 1983. La restauration du régime civil et les élections tenues en 1986 l'ont confirmé dans ses fonctions de président pour le Parti du Front Jatiya (national). Moudud Ahmed occupe le poste de premier ministre. Le régime civil a été restauré au Bangladesh en 1986.

Le revenu par habitant est de 170 \$ US, ce qui fait du Bangladesh l'un des plus pauvres des PMA. L'économie du pays repose sur l'agriculture et est sujette aux inondations et à la sécheresse. Le président Ershad a axé ses politiques économiques sur la réalisation de l'autosuffisance en matière de production alimentaire, sur la privatisation du secteur industriel, sur la diversification de l'économie et sur la diminution du taux de natalité. Il a obtenu certains résultats, malgré plusieurs catastrophes naturelles. Le président Ershad a récemment introduit une "nouvelle politique industrielle" qui vise à favoriser les exportations non traditionnelles à forte intensité de main-d'oeuvre.

La dette extérieure est de 8,85 milliards \$ et le service de la dette, de 23 %. Le déficit commercial du Bangladesh s'élève à 1,176 milliard \$. Les principales exportations du pays, soit le jute, les produits du jute, les vêtements et les fruits de mer congelés, ne compensent pas ses importations, principalement constituées d'aliments. La croissance réelle s'établit à 2,5 %.

RELATIONS EXTÉRIEURES

La relation du Bangladesh avec l'Inde est sa relation la plus importante. Le Bangladesh possède une commission mixte des cours d'eau, qui s'occupe du partage des eaux avec la partie riveraine de l'Inde en amont.

Le Bangladesh est membre des Nations Unies, du Commonwealth, de l'Organisation de la conférence islamique, du MNA et de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud (SAARC). En décembre 1985, le président Ershad a tenu la première réunion de la SAARC à Dacca. Le Bangladesh a été un des centres d'attention en ce qui touche les questions nord-sud. Bien qu'il soit membre du mouvement des non-alignés, le Bangladesh s'en tient à une politique pro-occidentale modérée.

Les principaux partenaires commerciaux du Bangladesh sont les États-Unis et le Japon.

RELATIONS BILATÉRALES

Les relations du Canada avec le Bangladesh sont très bonnes, en raison surtout de notre programme d'aide et des liens étroits d'amitié que nous avons avec ce pays depuis 1971. Le Bangladesh est le principal bénéficiaire de l'aide canadienne. Le premier ministre Trudeau s'est rendu à Dacca en novembre 1983. La visite au Canada, en juin 1983, du ministre de l'Énergie du Bangladesh, Sultan Mahmood, a suscité de l'intérêt parmi les exportateurs canadiens. En février 1987, Joe Clark est devenu le premier secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures à visiter le Bangladesh. Le président Ershad est venu au Canada en octobre 1987 afin d'assister à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver. Au cours de cette visite, M. Clark a offert un déjeuner à l'intention du président pour lui permettre de rencontrer d'éminents hommes d'affaires canadiens.

En septembre 1987, un nouvel accord bilatéral de restriction, d'une durée de cinq ans et portant sur cinq catégories de vêtements et de produits du textile, a été conclu. Le Canada a tenu pleinement compte du statut de PMA du Bangladesh, qui a en conséquence obtenu un taux d'accroissement plus élevé pour ses exportations de textile vers le Canada, que tout autre pays avec lequel nous avons conclu une entente. La croissance annuelle des exportations assujetties à restriction varie entre 6 % et 7,5 %. En février 1988, de nouvelles dispositions de restriction sur les vêtements de sport ont été négociées avec le Bangladesh. Il a été convenu d'établir à 6 % le taux d'accroissement annuel jusqu'à l'expiration de l'entente.

Le Canada et le Bangladesh ont mené à terme des négociations bilatérales sur le texte d'un accord d'assurance - investissement à l'étranger. La signature de cet accord aura lieu à Dacca, lorsqu'une version aura été préparée en langue bangla.

COMMERCE

Les exportations canadiennes vers le Bangladesh ont totalisé 127,1 millions \$ en 1988. Les importations en provenance du Bangladesh se chiffraient à 30,4 millions \$.

Les exportations canadiennes vers le Bangladesh sont en grande partie financées grâce aux programmes bilatéraux et aux programmes d'aide alimentaire de l'ACDI (90 % en 1988). Bien que les livraisons de blé au Bangladesh ont chuté au cours des dernières années, elles comptent toujours pour plus de la moitié des exportations canadiennes totales.

DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX POUR LE CANADA

- 1) Équipement pour le pétrole et le gaz et services connexes
- 2) Équipement électrique et énergétique et services connexes
- 3) Céréales et oléagineux
- 4) Équipement et services de télécommunications

CONTACTS

M. James Stone
Deuxième secrétaire
Haut-commissariat du Canada
B.P. 569
Dacca 1000
République populaire du
Bangladesh
Tél. : (011-880-2) 607070-6
Télex : 64-2328 DMCN BJ

C. Seddon
Expansion du commerce en
Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél. : (613) 992-0952
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 996-4309

FICHE DOCUMENTAIRE-BANGLADESH

Superficie : 144 555 km²

CAPITALE : Dacca

CHEF D'ÉTAT : Hussein Moham-mad Ershad

LANGUES : Bangla (Bengali)
(98 %)
Anglais, Urdu

PIB : 19,3 milliards

REVENU PAR HABITANT : 170 \$ US

MONNAIE : 27,1 takas = 1 \$ canadien.

TAUX D'INFLATION : 11 %

TAUX DE CHOMÂGE : n.d.

PIB réel : 2,5 %

POPULATION : 106,5 millions

RÉGIME DE GOUVERNEMENT :
république constitutionnelle

PREMIER MINISTRE : Moudud Ahmed

COMPOSITION ETHNIQUE : 98 % de
Bengalis, 250 000 de biharis,
moins d'un million appartenant
aux populations tribales

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX (1988) :

Exportations (Total :
1,231 milliard \$ US)

1. États-Unis	31 %
2. Italie	9 %
3. Japon	6 %
4. R.-U.	6 %
5. URSS	3 %

Importations (Total :
2,987 milliards \$ US)

1. Japon	13 %
2. Singapour	8 %
3. États-Unis	8 %
4. Inde	5 %
5. R.-U.	5 %

CHIFFRES DU COMMERCE AVEC LE CANADA (en millions \$ CAN)

	1986	1987	1988
Exportations	101,3	124	127
Importations	18,5	23	30
Balance	+92,8	+101	+97

PRINCIPAUX SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS POUR LES ENTREPRISES CANADIENNES :

1. Équipement pour le pétrole et le gaz et services connexes
2. Équipement électrique et énergétique et services connexes
3. Céréales et oléagineux
4. Équipement et services de télécommunications

BANQUES CANADIENNES ÉTABLIES AU BANGLADESH : Aucune

REPRÉSENTANTS DU CANADA

M. James Stone, deuxième secrétaire, Haut-commissariat du Canada, B.P. 569, Dacca 1000, République populaire du Bangladesh; tél. : (011-880-2) 607070-6;
Télex : 64-2328 DMCN BJ

CONTACT À LA DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE ET PACIFIQUE SUD DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR, POUR LES QUESTIONS COMMERCIALES

C. Seddon (PST), Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2; tél. : (613) 992-0952; télex : 053-3745; télécopieur : (613) 996-4309

REPRÉSENTANTS AU CANADA

Le Haut-commissaire, Son Excellence le Brigadier A.N.M.Nurussaman, 85, chemin Range, bureau 402, Ottawa (Ontario) K1N 8J6; tél. : (613) 236-0138

Principales exportations canadiennes au Bangladesh

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Blé, nda, et méteil	64 253
Locomotives sur rail, diesel-électr.	25 013
Chlorure de potassium, en emballages pesant plus de 10 kg	8 655
Graines de moutarde, concassées ou non	5 487
Aluminium non travaillé, sans alliage	2 740
Récepteurs radio, nda	2 141
Soufre, brut ou non raffiné	2 043
Pièces de locomotives, nda	1 915
Pâte de bois chimique, à la soude ou au sulfate	1 150
Amiante	1 006
Préparations contraceptives à base d'hormones ou de spermicides	1 000
Pâte chimique de conifères, au sulfate	917
Bogies (trains de roulant)	809
Pièces de moteurs diesel et semi-diesel	791
Polyéthylène à densité de moins de 0,94	790
Fils d'aluminium sans alliage, à coupe transversale max. de plus de 7 mm	772
Fils d'aluminium à alliage, à coupe transversale max. de plus de 7 mm	748
Laminés plats, nda, non en boudins, de 600 mm de largeur. nda	<u>496</u>
Total partiel	123 239
Autres	3 864
<u>Total</u>	<u>127 103</u>

Principales importations canadiennes depuis le Bangladesh

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Tissus en jute ou en autres fibres textiles de raphia non blanchies	6 157
Crevettes et salicoques congelées, en coquille ou non, ou bouillies en coquille	3 130
Cuisses de grenouilles, fraîches, refroidées ou congelées	2 697
Chemises pour hommes et garçons, en fibres synthétiques	1 658
Chemises pour hommes et garçons, en coton, non tricotées	1 455
Pantalons et shorts pour femmes et fillettes, non tricotés	1 239
Tricots, cardigans et et articles similaires non tricotés, en fibres synthétiques	<u>1 053</u>
Total partiel	17 389
Autres	<u>13 010</u>
Total	30 399

Note: Les importations sont fondées sur le pays d'origine. Toutefois, avant 1988, les importations publiées étaient fondées sur le pays de destination/d'exportation.

INDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La superficie de l'Inde est de 3 287 263 km², soit environ le tiers de celle du Canada. La population, qui se chiffre à 833 millions, s'accroît de 2,1 % par année et est composée d'Indo-Aryens (72 %), de Dravidiens (25 %) et de Mogohles, de Parsis, de Juifs, et d'Anglo-indiens (3 %). Quatre-vingt-cinq pourcent de la population est hindouiste, 11 % musulmane, 3 % chrétienne, et 2 % sikh. Des 17 langues officielles, la langue hindi est la plus utilisée. L'anglais, qui n'est pas une langue officielle, est souvent employée en affaires internationales et au gouvernement.

Ancienne colonie britannique, l'Inde a connu une vague de nationalisme après la Première guerre mondiale, et a accédé à l'indépendance en 1947.

SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

L'Inde est une république fédérale comprenant 25 États et 7 territoires de l'Union. Ramaswamy Iyer Venkataraman en est le président. Le premier ministre Rajiv Gandhi est le fils de feu Indira Gandhi, ancien premier ministre, et le petit-fils de M. Jawaharlal Nehru, qui a été le premier à occuper le poste de premier ministre du pays. En 1984, le parti du Congrès a gagné les élections; les prochaines élections devraient avoir lieu d'ici la fin de 1989. Le revenu par personne est de 270 \$US. Toutefois, la population est telle qu'il existe un vaste marché de classe moyenne d'environ 100 millions de personnes, qui s'accroît rapidement. Les stratégies économiques de l'Inde sont établies dans des plans quinquennaux dont le huitième commencera en 1990. On s'attend à ce que ce dernier porte principalement sur les moyens de répondre aux besoins croissants de l'industrie et des consommateurs.

L'élection de Rajiv Gandhi a amené, en 1988, l'introduction de réformes économiques qui ont eu un effet de libéralisation. Certains facteurs ont ralenti l'application de ces réformes, mais il n'y a pas eu de changement substantiel aux plans économiques à long terme. Du point de vue de la politique, des modifications continuent d'être apportées à la législation afin de libéraliser le système réglementaire qui entrave présentement l'industrie. Le système fiscal a été simplifié et on est en voie de considérer la possibilité de permettre au secteur privé d'investir dans des domaines tels que la production d'électricité, qui ont été jusqu'à présent réservés au secteur public.

Depuis la fin des années 70, la croissance économique constante de l'Inde et sa plus grande autosuffisance ont amélioré ses capacités économiques de façon marquée. La croissance réelle du PIB se situera à près de 5 % pour 1985-1990 (7^e plan quinquennal). Par conséquent, la perception de la situation économique de l'Inde dans les milieux internationaux s'est améliorée au point où ce pays peut maintenant considérer des propositions dont une plus grande partie du financement se fonde sur des bases commerciales et non pas sur le financement privilégié. Toutefois, en raison d'une dette extérieure ayant atteint 54,7 milliards de \$US et au service de laquelle il faut allouer 26 % des recettes des comptes courants d'une part, et d'un déficit commercial annuel de 7 000 millions de \$US d'autre part, l'Inde tente de conserver ses devises étrangères pour ses projets d'industrialisation. Un pourcentage important des réserves de devises étrangères est affecté à des projets relatifs aux biens d'équipement et à la défense.

RELATIONS EXTÉRIEURES

L'Inde est fière de son rôle de membre fondateur du Mouvement des non-alignés (MNA) et établit sa politique étrangère sur le principe du non-alignement. L'Inde a toujours affirmé que ses "relations spéciales" avec l'URSS ne l'empêchaient pas d'établir des liens amicaux avec l'Ouest. Outre sa participation au MNA, l'Inde est membre de l'ONU, du GATT et du Commonwealth, et elle a appuyé, en 1985, la création de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud. Les relations avec le Pakistan ont été difficiles depuis leur séparation en 1947, mais l'élection récente du premier ministre Bhutto a fourni l'occasion de réaliser de véritables progrès.

L'URSS est un partenaire commercial important et ce fait est dû en partie à l'accord sur les devises intervenu entre les deux pays, accord qui tire son origine de leurs liens antérieurs. L'URSS arrive au deuxième rang des partenaires commerciaux de l'Inde et n'est surpassée que par les États-Unis. Le Japon, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne font également partie de ses principaux partenaires commerciaux.

RELATIONS BILATÉRALES

Les relations entre le Canada et l'Inde ont plusieurs facettes. Elles se manifestent notamment par l'intérêt que nous portons envers le rôle géopolitique de l'Inde sur le plan régional et international. En outre, le commerce de produits traditionnels avec l'Inde est abondant, les secteurs des relations économiques et commerciales et des investissements sont dynamiques et la dimension culturelle de l'immigration est appréciée. En matière d'aide, le Canada a toujours été un des principaux pays contributeurs.

Des consultations ministérielles annuelles (entre les ministres des affaires étrangères) et des rencontres économiques entre les hauts représentants des deux gouvernements ont été établies en 1985 lors de la visite de M. Clark en Inde. Ces consultations portent sur une grande variété de questions politiques et économiques d'intérêt mutuel, sur le plan bilatéral et multilatéral. Elles ont été tenues pour la première fois à New Delhi en février 1987 et ont coïncidé avec la visite de M. Clark.

Un protocole d'entente sur la coopération industrielle entre le Canada et l'Inde a été signé en février 1987 et a amené la formation d'un groupe de travail pour discuter de coopération dans l'industrie du charbon. C'est ainsi que l'important projet houiller Rajmahal a été entrepris et qu'un autre projet se trouve au stade des discussions. Des protocoles d'entente sont également à la base des projets de centrales thermique et hydraulique de Yamunanagar et de Chamera Chamba.

L'Inde bénéficie également du système généralisé de préférence du Canada.

COMMERCE

En 1988, les exportations canadiennes se chiffraient à 393 millions \$CAN. L'Inde arrive au sixième rang des marchés d'exportation vers l'Asie. Par ailleurs, les importations s'élevaient à 205 millions \$CAN. Bien que les statistiques indiquent une dépendance envers les produits primaires et les biens semi-transformés, les données ne comprennent pas les domaines cachés tels que les contrats pour études de conception, les services de construction et les redevances, les dividendes et les droits provenant du transfert de la technologie. Ce type de contrat de services constitue un élément notable de l'ensemble des relations commerciales entre le Canada et l'Inde.

Le gouvernement de l'Inde est lui-même le client dans une proportion considérable des exportations du Canada vers ce pays. La plupart des produits primaires sont "canalisés" par l'entremise d'organismes gouvernementaux tels que la Minerals and Metals Trading Corporation et la State Trading Corporation. Parmi les autres importants acheteurs du secteur public on compte notamment la Oil and Natural Gas Commission, Oil India Limited, les responsables du secteur hydraulique central et de celui des États, la Steel Authority of India Ltd., Hindustan Zinc Ltd., Hindustan Copper Ltd., et Coal India Ltd. La Corporation commerciale canadienne (CCC) peut beaucoup aider les exportateurs en raison du fait que les Indiens favorisent les échanges de gouvernement à gouvernement.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a récemment entrepris des activités en Inde, allant de pair avec le secteur privé canadien qui s'intéresse de plus en plus à la possibilité de pratiquer le commerce avec l'Inde. Une entente de prêts parallèles s'élevant à 650 millions \$ a été signée en 1983 par la SEE, l'ACDI et le gouvernement de l'Inde au sujet du projet hydro-électrique Chamera pour lequel le Canada fournira des biens et des services. Cette entente a été le point de départ d'un projet de suivi en cours de négociations concernant une extension du projet Chamera et pour lequel on ferait à nouveau appel au financement de la SEE et de l'ACDI. Il y a par ailleurs une seconde initiative importante dans le secteur du pétrole et du gaz, qui bénéficie d'une ligne de crédit de 200 millions de dollars, et qui a permis à bon nombre d'exportateurs canadiens d'obtenir des contrats de la Oil and Natural Gas Commission.

Principales réalisations :

Projet hydro-électrique Chamera I 1984 (presque terminé)
Projet hydro-électrique Chamera Chamba (contrat accordé)
Projet houiller de Rajmahal, janvier 1989 (contrat signé)
Simulateurs de vol de la CAE Electronics

SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS POUR LES ENTREPRISES CANADIENNES

- 1) Production d'électricité
- 2) Transformation des aliments
- 3) Pétrole et gaz
- 4) Télécommunications
- 5) Transports
- 6) Électronique

CONTACTS :

Robert Logie
Conseiller, Affaires
commerciales
Haut-commissariat du Canada
C.P. 5028
New Delhi, République de l'Inde
Tél : (011-91-11) 60-8161
Télex : 031-72363 DMCN IN
Télécopieur : (011-91-11)
60-8161 poste 401

Peter MacArthur
Consul et délégué commercial
Consulat du Canada
Hôtel Oberoi Towers
Suite 2401
Nariman Point
Bombay 400 021, République de
l'Inde
Tél : (011-91-22) 202-4343
poste 401
Télex : 11-5153 (OBBY IN)
Télécopieur : (011-91-22) 204-3282

R. Mailhot
Direction de l'expansion
du commerce en Asie et
Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
Tél : (613) 996-1989
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 996-4309

M. Saucier
Direction de l'expansion du
commerce en Asie et
Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél : (613) 996-5903
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 996-4309

FICHE DOCUMENTAIRE - INDE

SUPERFICIE : 3 287 263 km²

POPULATION : 833 millions

CAPITALE : New Delhi

GOUVERNEMENT : République
parlementaire

CHEF D'ÉTAT : Ramaswamy Venkataraman

PREMIER MINISTRE : Rajiv Gandhi

LANGUE : L'hindi est la plus utilisée
parmi 17 langues officielles.
L'anglais est courant.

ORIGINES ETHNIQUES :
Indo-Nordiques, Dravidiens,
Moghols, Parsis, Juifs,
Anglo-Indiens

PNB : 240 milliards \$ U.S.

REVENU PAR HABITANT : 270 \$ U.S.

MONNAIE : 12,8 roupies = 1 \$ CAN

TAUX D'INFLATION : 9%

TAUX DE CHÔMAGE : non disponible

PNB RÉEL : 5%

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX (1988) :

Exportations (total :
12,3 milliards U.S.)

Importations (total :
19,3 milliards U.S.)

1. États-Unis	19 %
2. URSS	15 %
3. Japon	11 %
4. Royaume-Uni	6 %
5. Allemagne de l'Ouest	6 %

1. Japon	13 %
2. États-Unis	10 %
3. Royaume-Uni	10 %
4. Allemagne de l'Ouest	8 %
5. URSS	5 %

STATISTIQUES SUR LE COMMERCE AVEC LE CANADA : (en millions de dollars CAN)

	1986	1987	1988
Exportations	347 644	270 999	393 084
Importations	165 405	170 867	205 030
Balance	+182 239	+100 132	+188 054

PRINCIPAUX SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS AUX ENTREPRISES CANADIENNES

1. Production d'électricité
2. Transformation des aliments
3. Pétrole et gaz
4. Télécommunications
5. Transports
6. Électronique

STATUT AUPRÈS DE LA SEE : Admissible à un financement aux termes de l'article 29. STATUT AUPRÈS DE L'ACDI : Programme pays, financement à des conditions de faveur aux termes de l'article 31, sous réserve de niveaux de référence établis. BANQUES CANADIENNES ÉTABLIES EN INDE : Banque de Nouvelle-Écosse, Bombay, Richard Joll

REPRÉSENTANTS DU CANADA :

Robert Logie, conseiller (Affaires commerciales), Haut-commissariat du Canada, B.P., 5208, New Delhi, République de l'Inde - Tél : (011-91-11) 60-8161, Téléx : 031-72363 DMCN IN, Télécopieur : (011-91-11)60-8161 poste 401. Peter MacArthur, Consul et délégué commercial, Consulat du Canada, Hôtel Oberoi Towers, suite 2401, Nariman Point, Bombay 400 021, Tél : (011-91-22) 202-4343 poste 2401, Téléx : 11-4153, Télécopieur : (011-91-22)204-3282

CONTACTS AU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR (DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE PACIFIQUE SUD) :

R. Mailhot ou M. Saucier, PST, Affaires extérieures et Commerce extérieur, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2, Tél : (613) 996-1989 ou 996-5903, Téléx : 053-3745, Télécopieur : (613) 996-4309

REPRÉSENTANT INDIEN AU CANADA :

Le haut-commissaire, Son Excellence Surbir Jit Singh Chhatwal, 105 route Springfield, Ottawa (Ontario) K1M 1C9, Tél : (613) 744-3751

Principales exportations canadiennes en Inde

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Papier journal, en rouleaux ou en feuilles	56 089
Huile de colza ou de moutarde, non traitée	48 657
Chlorure de potassium en emballages de plus de 10 kg	40 171
Amiante	30 571
Pâte de bois chimique de conifères, à la soude ou au sulfate, semi-blanchie ou blanchie, nda	26 596
Rails en fer ou en acier	22 073
Soufre, brut ou raffiné	13 821
Simulateurs de vol et pièces	10 686
Pièces de turbines et de roues hydraul., y compris les régulateurs	10 088
Blé, nda, et méteil	8 733
Pièces de moteurs électr., de générateurs, de groupes électrogènes et de convertisseurs rotatifs	5 237
Naphtalène	5 043
Farines et tourteaux de graines ou de fruits oléag., sauf la moutarde, nda	4 914
Pâte de bois chimique de conifères, au sulfate, semi-blanchie ou blanchie, nda	4 906
Fils, câbles, bandes torsadées, etc., à noyau d'alum., d'acier, non isolés	4 587
Pâte de bois chimique, pâte textile	4 238
Charpentes et parties de charpentes, i ou s (excl.), bâtiments prefab. du numéro 9406	3 979
Unités de traitement numér., présentées ou non avec le reste d'un système, etc.	3 952
Pâte de bois semi-chimique	3 801
Tours et mâts en treillis, en fer ou en acier	3 788
Pièces de turbines à gaz, nda	<u>3 400</u>
 Total partiel	 315 340
Autres	77 744
Total	<u>393 084</u>

Principales importations canadiennes depuis l'Inde

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Tapis en laine ou en poils fins d'origine animale, à noeuds	13 696
Kérosène et huiles obtenues de minéraux bitumineux, sauf le brut, etc.	11 710
Blouses et chemises pour femmes et fillettes, en coton, non tricotées	10 770
Chemises pour hommes et garçons, en coton, non tricotées	10 758
Poivre du genre Piper, sauf le poivre à queue, ni concassé ni moulu	8 333
Diamants non classés, travaillés ou non	4 440
Noix d'acajou fraîches ou séchées, qu'elles soient ou non écalées ou décortiquées	3 778
Riz, partiellement ou entier, usiné, glacé ou non	3 672
Ensembles pour femmes et fillettes, en coton, non tricotés	3 579
Sacs à main, surface extérieure en cuir	3 436
Chaussures, semelles extérieures et empeignes en cuir, nda	3 298
Statuettes et autres ornements, nda	3 289
Café, non torréfié, non décaféiné	3 137
Tee-shirts, maillots de corps et autres camisoles en coton, tricotés	2 859
Barres et tiges d'acier inoxydable, autres que façonnées ou parachevées à froid	2 724
Tapis en autres mat. text. à noeuds	2 258
Articles de table et de cuisine ou autres articles de ménage et leurs pièces, en cuivre	2 184
Diamants non industriels, nda, sauf diamants montés ou sertis	2 146
Robes pour femmes et fillettes, en coton, non tricotées	2 145
"Kelem", "Schumacks", "Karamanie" et tapis similaires en textiles, tissés à la main	2 139
Cuir de chèvre ou de chevreau, nda	2 120
Thé noir (fermenté) et thé partiellement fermenté, en emball. de plus de 3 kg	<u>2 054</u>
Total partiel	104 525
Autres	<u>100 505</u>
Total	205 030

REPRÉSENTANT INDEN AU CANADA :

Le Directeur général des Affaires indiennes et du Nord canadien, 115, rue Spadina, Ottawa (Ontario) K1N 1K9, Tél. (613) 944-3731

NÉPAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Situé entre l'Inde et la Chine, le Népal est un pays sans accès à la mer. Sa population, de 18 millions d'habitants, a un rythme de croissance annuelle de 2,6 %. Les deux principaux groupes ethniques sont les Tibétains, ou Mongols, et les Aryens (Blancs). Le Népal est le seul royaume hindouiste au monde, 90 % de sa population pratiquant cette religion, et il compte également de petites minorités bouddhistes, musulmanes et chrétiennes. La langue officielle est le népali, mais elle n'est parlée que par 52 % de la population environ. Il y a également plusieurs dialectes d'origine indo-européenne ou tibétaine. L'anglais est parlé et compris par les gens instruits ainsi que dans les grands centres, mais il est peu connu à l'intérieur du pays. Jamais colonisé, le Népal a toujours constitué un royaume distinct.

SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Selon la Constitution du Népal, promulguée en 1962, le roi, Sa Majesté le maharajah Birendra Bir Bikram Shah Dev, est investi de la souveraineté du Népal. Le monarque jouit de tous les pouvoirs -- exécutifs, législatifs et judiciaires.

Le Népal a un régime représentatif sans parti (les panchayats) comportant quatre niveaux (village, ville, district et niveau national). Le roi exerce un pouvoir absolu, le premier ministre et le Cabinet (dont les membres élus pour la plupart, sont nommés par le monarque et doivent faire partie du Rashtriya Panchayat, ou Assemblée nationale) jouant un rôle consultatif. Le Cabinet est responsable du Rashtriya Panchayat, mais le roi conserve le pouvoir d'accepter ou de refuser, à sa discrétion, de sanctionner les projets de loi.

Le premier ministre actuel est Marish Man Singh Shrestha.

Le revenu annuel par habitant est d'environ 175 \$ É.-U. L'agriculture monopolisant 91 % de la main-d'oeuvre, l'économie népalaise et les gains de devises sont lourdement tributaires de ce secteur. Le tourisme emploie peu de personnes, mais il est important en raison des devises qu'il rapporte. Le PIB est de 3,1 milliards de dollars, le taux réel de croissance étant de 7,1 %. La dette extérieure s'élève à 9 milliards, les paiements du service de la dette représentant 8 % des recettes au chapitre des transactions courantes.

RELATIONS ÉTRANGÈRES

Le Népal fait partie du Mouvement des pays non-alignés, au sein duquel il a généralement adopté une position modérée. La promotion du Népal comme "zone de paix", qui est également liée à la situation géographique du pays, situé entre l'Inde et la Chine, est un exemple d'une telle stratégie. L'accent que met le Népal sur les besoins des nations sans accès à la mer, dans le cadre des discussions Nord-sud, lui est également inspiré par sa situation géographique.

En plus d'être membre de l'ONU, le Népal est membre de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud. L'adhésion à l'Association, dont le secrétariat est situé à Katmandou, a permis au Népal de promouvoir ses intérêts régionaux au sein d'un forum multilatéral.

La relation que le Népal entretient avec l'Inde est de la plus haute importance sur le plan du commerce. L'Inde n'est pas seulement le principal partenaire commercial du Népal : comme ce dernier n'a aucun accès à la mer, presque toutes ses importations et exportations doivent transiter par le territoire indien. L'importance des relations entre les deux pays a été reconnue dans le traité d'amitié indonépalais conclu en 1950. En 1978, le Népal et l'Inde ont signé des traités concernant le commerce et le transit. Ces traités ont récemment expiré et les deux pays sont engagés dans des négociations sur l'orientation future qu'ils comptent donner à leurs relations en matière de commerce et de transit.

RELATIONS BILATÉRALES

Le Canada et le Népal entretiennent des relations diplomatiques depuis 1965. Du côté canadien, celles-ci sont menées depuis le haut-commissariat du Canada à Delhi, et l'aide canadienne au Népal est un aspect très important des relations entre les deux pays.

Les exportations du Népal vers le Canada sont admissibles au régime de franchise douanière en vertu du système généralisé de préférences du Canada et bénéficient de règles assouplies sur le lieu d'origine.

COMMERCE

En 1988, les exportations du Canada se sont élevées à 3 millions de dollars, contre 3,7 millions en 1987, ce qui représente une baisse mais est tout de même supérieur à la moyenne. Les importations ont quant à elles atteint 2 millions, soit le double du chiffre de 1987.

Les possibilités commerciales sont limitées, les projets étant normalement financés par l'ACDI, la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement.

Des sociétés canadiennes sont actives au Népal dans les domaines de l'exploitation hydroélectrique, de la construction routière et de la vente et de l'entretien d'avions. Himalayan Power Consultants, un consortium formé de sociétés canadiennes, notamment Acres International, le Groupe SNC et Lavalin International, a récemment obtenu le contrat pour l'étude de préféabilité relative au projet hydroélectrique Karnali/Chisipani financé par la Banque mondiale. D'autres sociétés canadiennes ont participé à la construction des nouvelles installations aéroportuaires de Katmandou, qui ouvriront bientôt. N.J. Lea and Associates participent à la construction de plusieurs routes. De plus, Petro-Canada International procède actuellement à d'importants travaux d'exploration des gisements pétroliers et gaziers.

DÉBOUCHÉS POSSIBLES POUR LE CANADA

Des possibilités s'offrent aux sociétés canadiennes dans le secteur de l'assistance technique liée aux grands projets d'aménagement hydraulique et énergétique ainsi que dans les secteurs des services d'experts-conseils et d'ingénierie en général.

PERSONNES RESSOURCE

Robert Logie
Conseiller commercial
Haut-commissariat du Canada
C.P. 5208
New Delhi, République de l'Inde
Tél. : (011-91-11) 60-8161
Télex : 031-72363 DMCN IN

R. Mailhot
Expansion du commerce en
Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél. : (613) 996-5903
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 996-4309

Charles Parker
Bureau de coopération du Canada
Katmandou
Tél. : (011-977) 416-911
Télécopieur : (011-977) 415-391

FICHE DOCUMENTAIRE - NÉPAL

SUPERFICIE : 141 000 km²

POPULATION : 18 millions

CAPITALE : Katmandou

TYPE DE GOUVERNEMENT : Monarchie

CHEF D'ÉTAT : Sa Majesté
le maharajah Birendra
Bir Bikram Shah Dev

PREMIER MINISTRE :
Marish Man Singh Shrestha

LANGUE : Népal

GROUPES ETHNIQUES : Mosaique de
12 races, les Tibétians et les
Mongols étant les principaux
groupes

PIB : 3,1 milliards de dollars américains
REVENU PAR HABITANT : 175 \$
DEVISE : 21,4 roupies népalaises = 1 \$ CAN

TAUX D'INFLATION : 12,5 %
RATIO DU SERVICE DE LA DETTE : 8 %
CHÔMAGE : sans objet

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX (1988)

Exportations (Total :
160 000 000 \$ É.-U.)

Importations (Total :
525 000 000 \$ É.-U.)

1. Inde	44 %
2. États-Unis	20 %
3. Allemagne de l'Ouest	10 %
4. Royaume-Uni	6 %
5. Singapour	4 %

1. Inde	40 %
2. Japon	13 %
3. Singapour	7 %
4. Allemagne de l'Ouest	3 %

STATISTIQUES CANADIENNES SUR LE COMMERCE (en milliers de dollars canadiens)

	1986	1987	1988
Exportations	1 175	3 744	2 945
Importations	813	846	1 676
Balance	+ 303	+ 2 898	+ 1 269

PRINCIPAUX DÉBOUCHÉS POUR LES SOCIÉTÉS CANADIENNES

- 1) Matériel et services dans le secteur du pétrole et du gaz
- 2) Installations et matériel d'irrigation
- 3) Transports
- 4) Matériel de télécommunications
5. Pâte à papier

ACDI : Programme dans le pays

SEE : Présence limitée

BANQUES CANADIENNES AU NÉPAL : Aucune

REPRÉSENTANTS CANADIENS :

M. Robert Logie, Conseiller commercial, Haut-commissariat du Canada, C.P. 5208, New Delhi, République de l'Inde. Tél. : (011-91-11) 60-8161. Téléx : 031-72363 DMCN IN. Télécopieur : (011-91-11) 60-8161, poste 401.

Charles Parker, Bureau de coopération du Canada, Lazimpat, Katmandou, Népal. Tél. : (011-977) 416-911. Télécopieur : (011-977) 415-391.

PERSONNE RESSOURCE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR (EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE ET PACIFIQUE SUD)

R. Mailhot, Affaires extérieures et Commerce extérieur, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G2, Tél. : (613) 996-1989. Téléx : 053-3745. Télécopieur : (613) 996-4309

REPRÉSENTANT AU CANADA

Conseiller et chargé d'affaires, M. Singha Bahadur Basnyat, à l'attention de l'Ambassade du Népal, 2131 Lerow Place N.W., Washington, D.C. 2008, États-Unis. Tél. : (202) 667-4550.

Principales exportations canadiennes au Népal

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Matériel pour entrepreneurs à retourner au Canada ou à réexporter à l'achèvement du contrat	709
Blé, nda, et méteil	633
Élévateurs de marchandises à action continue, à courroie, nda	322
Instruments d'arpentage, d'hydrographie, d'océanographie, de météorologie ou de géophysique, nda	240
Graines de moutarde, concassées ou non	184
Pièces d'appareils de levage et de monte-charge ou d'élévateurs	173
Vaccins destinés aux humains	<u>124</u>
 Total partiel	 2 385
Autres	560
Total	<u>2 945</u>

Principales importations canadiennes depuis le Népal

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Chemises pour hommes et garçons en coton, non tricotées	504
Carrousel, balançoires, stands de tir, amusements pour champs de foire, cirques ambulants, galeries et théâtres	466
Articles de bijouterie et pièces	<u>209</u>
Total partiel	1 179
Autres	497
Total	1 676

REPERES HISTORIQUES

Le Pakistan est un pays d'environ 107 millions d'habitants. D'origine musulmane, il est né de la partition de l'Inde britannique en 1947. Le pays a connu une instabilité politique chronique, marquée par des coups d'État et des changements de gouvernement fréquents. Le régime militaire a exercé une influence prépondérante sur la vie politique et sociale du pays.

Le Pakistan indépendant de 1947 a été divisé en deux parties, l'Inde du Nord et le Pakistan du Sud, par les Britanniques en 1947.

RELATIONS POLITIQUES ET SOCIALES

Depuis 1947, le Pakistan est dirigé par une succession de gouvernements militaires et civils. Des élections ont eu lieu en 1970, et 1973, des élections de renouvellement ont eu lieu en 1977. Le parti populaire et démocratique a obtenu la plus grande majorité des sièges au parlement. Le leader du parti, Bhutto, a prêté serment en tant que premier ministre le 14 août 1973. Bhutto était le président du Pakistan de 1973 à 1979.

Le revenu public total est de 27,7 milliards de dollars. Le secteur agricole est le plus important dans l'économie pakistanaise. Cependant, le secteur des services est en croissance rapide. L'industrie de base est en développement. Le pays a connu une croissance économique de 7,5% en 1973. Le PIB est de 2,42 milliards de dollars en 1973. Le taux de croissance du PIB est de 7,5%.

RELATIONS INTERNATIONALES

PAKISTAN

Le Pakistan est un pays à développement en cours. Le pays a une population de 107 millions d'habitants. Le Pakistan est un pays à développement en cours. Le pays a une population de 107 millions d'habitants.

Les relations du Pakistan avec l'Inde et leur région sont toujours très tendues. Les deux pays ont eu des conflits armés en 1947, 1965, 1971 et 1999. Les deux pays ont eu des conflits armés en 1947, 1965, 1971 et 1999.

Le Pakistan est un membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies. Le Pakistan est un membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies.

Les relations pakistano-indiennes ont été tendues depuis l'indépendance. Le Pakistan a soutenu la Chine pendant la guerre de 1965. Le Pakistan a soutenu la Chine pendant la guerre de 1965.

RELATIONS BILATÉRALES

Le Canada entretient de bonnes relations avec le Pakistan. Le Canada entretient de bonnes relations avec le Pakistan.

Les relations pakistano-indiennes ont été tendues depuis l'indépendance. Le Pakistan a soutenu la Chine pendant la guerre de 1965. Le Pakistan a soutenu la Chine pendant la guerre de 1965.

PAKISTAN

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

Le Pakistan est un pays d'environ 803 943 km carrés. Il a une population de 105 millions d'habitants qui croît au rythme de 3,1 % par an. Le groupe ethnique prédominant est celui des Pendjabis, auquel s'ajoute un nombre plus réduit de Sindhis et divers peuples tribaux. La langue officielle est l'Ourdou et les autres langues pratiquées sont le Pendjabi, le Sindhi, le Poushtu, le Baloutchi. La population est à 97 % musulmane, les 3 % restants étant constitués par des Chrétiens, des Hindous et des Parsistes.

L'État indépendant du Pakistan est né du partage de l'Inde par les Britanniques en 1947.

SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Depuis 1947, le Pakistan est dirigé par une succession de gouvernements militaires et de régimes civils. Peu de temps après la mort du général Zia, en 1988, des élections démocratiques ont permis au Parti populaire du Pakistan d'obtenir le plus grand nombre des sièges à l'Assemblée nationale. Son leader, Benazir Bhutto, a prêté serment comme premier ministre en décembre 1988. Ishaq Khan, le président par intérim a été confirmé à ce poste dans le courant du même mois.

Le revenu par habitant est de 375 \$ U.S. Le secteur agricole joue un rôle majeur dans l'économie pakistanaise. Cependant, le récent Plan septennal met l'accent sur la modernisation, grâce, en partie, à la création de coentreprises. La dette étrangère a atteint 16,5 milliards de dollars et le service de cette dette absorbe 25 % des recettes au titre des transactions courantes. Le Pakistan a actuellement un déficit commercial de 2 542 millions de dollars U.S. Le taux de croissance réelle de son PIB est d'environ 5,8 %.

RELATIONS EXTÉRIEURES

La guerre en Afghanistan a eu d'importantes répercussions sur la politique étrangère du Pakistan. Trois millions de réfugiés afghans vivent en territoire pakistanaise. Le Pakistan suit une politique fortement pro-occidentale, justifiée par sa situation stratégique. Les relations du Pakistan avec l'URSS manifestent des signes d'amélioration depuis le retrait des forces soviétiques de l'Afghanistan.

Les relations du Pakistan avec l'Inde, et leur frontière commune, revêtent une importance primordiale. Ces relations semblent s'améliorer; les deux pays viennent en effet de signer trois accords bilatéraux, dont un était un engagement réciproque de non agression des installations nucléaires de chaque pays, et un autre portait sur la double imposition.

Le Pakistan est membre des Nations Unies, de l'Organisation de la Conférence islamique et l'Association sud-asiatique de coopération régionale. La réunion la plus récente de l'ASACR a eu lieu à Islamabad.

Les principaux partenaires commerciaux du Pakistan sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni et l'Arabie saoudite. Le Pakistan a tiré des avantages économiques de l'aide apportée par les États-Unis aux Mudjahiddines afghans réfugiés au Pakistan.

RELATIONS BILATÉRALES

Le Canada entretient de bonnes relations avec le Pakistan, qui remontent à l'indépendance de ce pays. Fondées tout d'abord sur l'aide canadienne (troisième bénéficiaire en importance en Asie), elles le sont aujourd'hui sur l'aide importante du Canada aux réfugiés afghans au Pakistan.

Les dernières consultations de hauts fonctionnaires entre le Canada et le Pakistan ont eu lieu en février 1988, et les prochaines sont prévues pour 1989. En 1989, le Canada a envoyé une mission de spécialistes de l'énergie thermique et une mission de spécialistes du secteur pétrolier et gazier au Pakistan. Plus tard cette année, il doit accueillir une mission de spécialistes de la défense et envoyer une mission agricole au début de 1990.

Les textiles pakistanais, qui sont l'article d'importation le plus important, font l'objet d'un arrangement de limitation adopté par les deux gouvernements le 9 octobre 1986. Il constitue une prolongation de l'Arrangement multifibres. Le Pakistan bénéficie de nos tarifs de préférence générale. Un traité de double imposition existe depuis 1972.

COMMERCE

En 1988, les exportations canadiennes au Pakistan ont atteint 86,6 millions de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente. Le niveau de ces exportations est relativement faible si l'on considère que les importations annuelles de ce pays sont de 6,5 milliards de dollars. En 1988, le Canada a importé 78,5 millions de dollars de marchandises du Pakistan, soit une augmentation de 28,7 % par rapport à 1987. Environ la moitié des exportations canadiennes au Pakistan sont financées par les programmes d'aide bilatérale de l'ACDI. L'aide multilatérale accordée par la Banque mondiale et ses filiales, par la Banque asiatique de développement et plusieurs sources d'investissement du Moyen-Orient, constitue une part importante du reste des exportations canadiennes.

Grâce à l'ACDI, de nombreux secteurs pakistanais sont étonnamment bien informés des capacités canadiennes. L'Agence a engagé ou déboursé plus de un milliard de dollars au cours de ces 35 dernières années. Dans le domaine de la production et du transport d'énergie, des chemins de fer, ainsi que dans le secteur pétrolier et gazier, les capacités des sociétés canadiennes sont bien connues car celles-ci ont fait leurs preuves et, dans certains cas, disposent même d'une infrastructure de vente de pièces de rechange sur lesquelles elles peuvent s'appuyer pour soutenir leurs efforts de commercialisation.

Les principaux clients du Canada ont toujours été le secteur public, et plusieurs organismes gouvernementaux clés ont des difficultés à concrétiser de manière efficiente leurs décisions en matière d'achats. C'est la raison pour laquelle de grands projets intéressants des sociétés canadiennes ont souvent souffert de longs retards qui ont créé des situations confuses. Il sera difficile d'exploiter les possibilités d'une augmentation sensible des exportations canadiennes à moins que nous n'accroissions simultanément nos ventes dans plusieurs nouveaux secteurs et que nous n'encourageons les sociétés canadiennes à étudier les possibilités de collaboration qui s'offrent à elles.

DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX POUR LE CANADA

- 1) Énergie : équipement et services
- 2) Défense : programmes, produits et services
- 3) Pétrole et gaz : produits et services
- 4) Matériel agricole, produits et services alimentaires

CONTACTS

M. Alan Smith
Conseiller (commercial)
Ambassade du Canada
B.P. 1042
Islamabad, République islamique
du Pakistan
Tél.: (011-92) 821101-04
Télex : 5700 DOCAN PK
Télécopieur : (011-02) 823466

C. Seddon
Expansion du commerce en Asie
et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél.: (613) 992-0952
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 996-4309

FICHE DOCUMENTAIRE - PAKISTAN

SUPERFICIE : 803 943 km carrés

POPULATION : 105 millions

CAPITALE : Islamabad

RÉGIME GOUVERNEMENTAL :
Parlementaire

CHEF D'ÉTAT : Ghulam Ishaq Khan

PREMIER MINISTRE : Benazir Bhutto

LANGUES : Ourdou (officielle),
Pendjabi, Sindhi, Poushtu, Baloutchi
L'anglais est la langue courante
des affaires

COMPOSITION ETHNIQUE : Pendjabis,
Sindhis, Pathans, Baloutchis et
tribus diverses

PIB : 38,5 milliards de dollars U.S.

RATIO DU SERVICE DE LA DETTE : 25%

TAUX DE CHÔMAGE : non disponible

TAUX D'INFLATION : 11 %

REVENU PAR HABITANT : 375 \$

MONNAIE : 16,1 roupies pakistanaïses = un dollar cdn

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX (1988)

Exportations :

(Total 4 341 millions de dollars U.S.)

Importations : (Total :

6 883 millions de dollars U.S.)

1. É.-U.	11 %
2. Japon	11 %
3. Allemagne de l'Ouest	7 %
4. Royaume-Uni	7 %
5. Italie	6 %

1. Japon	15 %
2. É.-U.	11 %
3. Allemagne de l'Ouest	8 %
4. Koweït	8 %
5. Royaume-Uni	7 %

STATISTIQUES COMMERCIALES CANADIENNES (en millions de dollars cdn)

	1986	1987	1988
Exportations	64 848	82 055	86 583
Importations	146 858	57 395	80 689
Solde	- 82 010	+ 24 660	+ 4 894

PRINCIPAUX SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS AUX ENTREPRISES CANADIENNES

1. Énergie : équipement et services
2. Défense : programmes, produits et services
3. Pétrole et gaz : produits et services
4. Matériel agricole, produits et services alimentaires

STATUT PAR RAPPORT À LA SEE : Financement possible

STATUT PAR RAPPORT À L'ACDI : Important pays bénéficiaire principal

BANQUES CANADIENNES IMPLANTÉES AU PAKISTAN : aucune

REPRÉSENTANTS CANADIENS

Alan Smith, conseiller (commercial), Ambassade du Canada, B.P. 1042, Islamabad, République islamique du Pakistan, Tél. : (011-92) 821101-4 Téléc : 5700 DOCAN PK Télécopieur : (011-92) 823466

CONTACT AU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET COMMERCE
EXTÉRIEUR/EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE ET PACIFIQUE SUD

C. Seddon (PST), Affaires extérieures et Commerce extérieur, 125, promenade Sussex, Ontario
(Ontario) K1A 0G2

Tél. : (613) 992-0952 Téléc : (053-3745 Télécopieur : (613) 996-4309

REPRÉSENTANTS AU CANADA

S.E. l'Ambassadeur Najmuddin A. Shaikh, immeuble Burnside, 151, rue Slater, pièce 608, Ottawa
(Ontario) K1P 5H3 Tél. : (613) 238-7881

Principales exportations canadiennes au Pakistan

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Câbles à toron multiple, bandes tressées, produits similaires et câbles d'aluminium non isolés, nda	9 913
Papier journal en rouleaux ou en feuilles	6 726
Robinetts, soupapes et produits similaires	6 423
Graine et huile de canola et de moutarde	6 217
Blé, nda, et méteil	6 067
Charbon bitumineux, pulvérisé ou non, mais non aggloméré	5 736
Polypropylène	5 515
Amiante	3 272
Pièces de locomotives, nda	2 584
Papier kraft d'emballage, en rouleaux, non blanchi, non enduit	2 377
Minerais et concentrés de fer, autres que les pyrites de fer grillées, non agglomérés	2 068
Câbles de filaments artificiels	1 886
Séchoirs industriels non électriques, nda	1 513
Machines pour travailler le caout. ou les mat. plastiques, ou pour fabriquer des produits à partir de ces mat., nda	1 422
Appareils de levage, de manutent., de chargement ou de déchargement, nda	<u>1 098</u>
Total partiel	62 817
Autres	23 766
Total	<u>86 583</u>

Principales importations canadiennes depuis le Pakistan

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Tapis en laine ou en poils fins d'origine animale, à noeuds	6 220
Pantalons et shorts pour dames et fillettes, en coton, non tricotés	4 812
Tee-shirts, maillots de corps et autres camisoles, en coton, tricotés	4 325
Lingerie de toilette et de cuisine et serviettes en coton frisé, et articles similaires en coton frisé	4 035
Filés à 85% de coton simple non peigné	3 454
Tissus de coton à armure toile, imprimés	3 362
Blouses et chemises pour femmes et fillettes, en coton, non tricotées	3 014
Dattes, fraîches ou séchées	2 403
Tissus de coton à armure toile, teints	2 371
Chemises pour hommes et garçons, en coton, non tricotées	1 896
Linges à parquet, à vaisselle, à nettoyage, et articles similaires, en matières textiles	1 847
Filés de coton simple peigné	1 823
Ensembles pour dames et fillettes, en coton, non tricotés	1 745
Draps en fibres synthétiques, imprimés, non tricotés	1 543
Vêtements pour femmes et fillettes, nda, en coton, non tricotés	1 296
Robes pour femmes et fillettes, en coton, non tricotées	1 292
Robes de nuit et pyjamas en coton, non tricotés	1 220
Cuir en peau de mouton ou d'agneau, nda	<u>1 103</u>
Total partiel	47 761
Autres	30 742
Total	<u>78 503</u>

Note: Les importations sont fondées sur le pays d'origine. Toutefois, avant 1988, les importations publiées étaient fondées sur le pays de destination/d'exportation.

REPERCUSSIONS EN CARACTÈRE GÉNÉRAL

Sri Lanka est une île d'environ 65 000 km² de superficie, dont 17 000 km² sont occupés par les terres cultivées. La population est de 17 millions d'habitants, dont 75% sont des Cinghalais, 15% des Tamouls, 5% des Indiens et 5% des Européens. Le climat est tropical et humide, avec une température moyenne de 27°C et une humidité relative de 75%. Les précipitations annuelles sont de 2 000 mm.

Le régime politique est une république parlementaire. Le président est élu pour cinq ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le conseil d'État, composé de 15 membres. Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, composé de 160 membres.

INDUSTRIE AGRICOLE

L'agriculture est le secteur principal de l'économie. Les principales cultures sont le caoutchouc, le thé, le riz, le sucre et les épices. Le caoutchouc est la principale culture d'exportation. Le thé est la deuxième culture d'exportation. Le riz est la principale culture vivrière. Le sucre est la principale culture commerciale. Les épices sont principalement le cardamome et le curcuma.

Les terres agricoles sont principalement des terres irriguées. Les principales sources d'irrigation sont les barrages et les canaux. Les barrages sont construits sur les rivières principales. Les canaux sont construits pour distribuer l'eau aux champs.

SRI LANKA

Le régime politique est une république parlementaire. Le président est élu pour cinq ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le conseil d'État, composé de 15 membres. Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, composé de 160 membres.

Le régime politique est une république parlementaire. Le président est élu pour cinq ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le conseil d'État, composé de 15 membres. Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, composé de 160 membres.

Le régime politique est une république parlementaire. Le président est élu pour cinq ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le conseil d'État, composé de 15 membres. Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, composé de 160 membres.

Le régime politique est une république parlementaire. Le président est élu pour cinq ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le conseil d'État, composé de 15 membres. Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, composé de 160 membres.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'industrie manufacturière est le secteur principal de l'économie. Les principales industries sont le textile, le sucre, le caoutchouc et les épices. Le textile est la principale industrie manufacturière. Le sucre est la deuxième industrie manufacturière. Le caoutchouc est la troisième industrie manufacturière. Les épices sont la quatrième industrie manufacturière.

SRI LANKA

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

Sri Lanka est une île située au large de la côte Sud-Est de l'Inde, dans l'Océan indien. Elle a une superficie de 65 610 km carrés. Sa population de 17,5 millions d'habitants croît au rythme de 1,8 % par an et est composée de Singhalais (74 %), de Tamouls (17 %), et de Maures (7 %). Soixante-neuf pour cent de la population est bouddhiste, 8 % chrétienne, et 7 % musulmane. Les langues officielles sont le singhalais et le tamoul, et l'anglais est utilisé comme langue de communication.

Placé sous la souveraineté britannique depuis 1796, et auparavant sous celle des Portugais et des Hollandais, Sri Lanka, alors appelé Ceylan, a accédé à l'indépendance en 1948.

SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Sri Lanka est une république parlementaire qui a une tradition politique de vigoureuse démocratie de parti. C'est un des premiers pays au monde à avoir accordé aux femmes le droit de vote (en 1931) et la participation des électeurs se situe habituellement entre 80 % et 90 %. Sri Lanka a une tradition ininterrompue d'élections démocratiques du gouvernement, oscillant habituellement chaque fois que le peuple va aux urnes entre le Parti de la liberté de Sri Lanka et le Parti national uni. Le PNU est au pouvoir depuis 1977, et les élections les plus récentes ont eu lieu en février 1989. Le premier ministre est D.B. Wijetunge et le président, Ranasinghe Premadasa.

Au cours de la dernière décennie, les tensions entre les groupes ethniques singhalais et tamouls se sont traduites par un nombre croissant d'actes de violence. À la suite d'un accord conclu entre les gouvernements indien et sri-lankais en juillet 1987, des forces indiennes de maintien de la paix ont été déployées dans le nord et l'est du pays avec mission de désarmer les guérillas cherchant à établir un État tamoul indépendant. Ces forces n'ont que partiellement réussi à atteindre cet objectif.

Les politiques commerciales de Sri Lanka ont commencé à être libéralisées en 1977 lorsque le gouvernement PNU précédent a accédé au pouvoir. L'économie du pays a beaucoup souffert du nombre croissant d'actes de violence dus à des heurts entre ethnies depuis 1983. Les problèmes de sécurité de la nation ont fait baisser sa productivité; ils ont accru le déficit fiscal, et aggravé les difficultés financières extérieures. Ces problèmes sont encore exacerbés par des difficultés économiques structurelles à long terme, par les périodes de sécheresse et les inondations récentes qui ont frappé le pays, et par un certain nombre de facteurs externes défavorables.

Avec un revenu par habitant de 360 \$ U.S., Sri Lanka pratique essentiellement une économie agricole de subsistance, fondée sur la riziculture sèche et humide. En 1987-1988, le PIB a atteint 6,5 milliards de dollars U.S. par an, et un taux de croissance réel de 4 %. À cause des récents événements, la dette étrangère s'élève aujourd'hui à 4,7 milliards de dollars U.S., et le service de la dette représente 23 % des recettes au titre des transactions courantes. Le thé a toujours été la principale source de devises étrangères, suivi par le caoutchouc, les noix de coco, les épices, et les pierres fines. Le déficit commercial annuel de Sri Lanka atteint actuellement 600 millions de dollars U.S.

Les efforts déployés par Sri Lanka pour stimuler l'investissement étranger ont connu quelques modestes succès en dépit de l'effet négatif des actes de violence qui déchirent la population. La zone industrielle d'exportation comprend environ 100 usines de production de divers produits allant des textiles et des produits agro-alimentaires à l'appareillage électrique et aux produits du caoutchouc; elle emploie plus de 26 000 ouvriers.

Le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest sont les principaux partenaires commerciaux de Sri Lanka mais l'augmentation du yen a eu un certain effet sur la compétitivité des marchandises japonaises.

RELATIONS EXTÉRIEURES

Sri Lanka est une nation non alignée modérée. Sa politique extérieure est surtout axée sur ses relations avec l'Inde, son seul voisin immédiat. Cette situation s'explique surtout par le fait que l'Inde est en mesure d'exercer une influence sur les deux factions du conflit qui déchire le pays.

Sri Lanka s'efforce d'établir des liens plus étroits avec le Pakistan, et a toujours entretenu de bonnes relations avec la Chine du fait qu'il a été un des premiers pays à reconnaître la RPC en 1949. Sri Lanka a cependant pris ses distances par rapport à l'URSS, et a mis l'accent sur l'établissement de relations plus étroites avec les États-Unis.

Sri Lanka est membre du Commonwealth et des Nations Unies; il doit accueillir cette année le sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale.

RELATIONS BILATÉRALES

Le Canada et Sri Lanka entretiennent, de longue date, des rapports bilatéraux amicaux. Au cours de la période d'Après-guerre, ces relations se sont développées par le biais de nos liens avec le Commonwealth. Sri Lanka a été un des premiers bénéficiaires de l'aide canadienne dans le cadre du Plan Colombo, lancé à Ceylan en 1952. Pendant toutes les années 1960 et le début des années 1970, le Canada a maintenu un modeste programme d'aide au développement en faveur de Sri Lanka. Notre participation a rapidement crû en importance à la fin des années 1970, après l'annonce, par le gouvernement sri-lankais, de l'accélération du Programme Mahaweli. Le Canada s'est engagé à poursuivre un programme d'aide important à l'intention de Sri Lanka.

Le Canada et Sri Lanka ont signé un Accord sur les textiles.

Sri Lanka est admissible au tarif de préférence général canadien.

COMMERCE

Les échanges commerciaux avec Sri Lanka sont relativement réduits (en 1988, 27 millions de dollars d'exportations et 33 millions de dollars d'importations). La fourniture de produits tels que le blé et la potasse, dans le cadre de notre programme d'aide, constitue un élément important des exportations canadiennes.

Dans le cadre du Programme Mahaweli accéléré, le Canada s'est engagé à construire un des quatre grands barrages constituant la composante la plus importante de ce projet. Un consortium de quatre sociétés canadiennes a construit le barrage de Maduru Oya au coût de 100 millions de dollars. Lorsque cet ouvrage a été achevé en juin 1983, il représentait le projet le plus important jamais réalisé par l'ACDI. Le 27 juin 1988, le Canada a signé un accord avec le gouvernement de Sri Lanka par lequel il s'engageait à fournir 55 millions de dollars pour la réinstallation des habitants sur la rive gauche de la rivière Maduru Oya.

Au nombre des sociétés canadiennes qui ont joué un rôle actif à Sri Lanka, ces cinq dernières années, citons le consortium FAFJ et Crippen qui ont construit le barrage sur la Maduru Oya; la société Collavino Construction Ltd. qui a obtenu des contrats de construction d'un hôtel et d'une banque ainsi qu'un contrat d'installations d'égouts de 35 millions de dollars; Monenco, qui est l'ingénieur-conseil pour l'édifice Overseas Trust. En outre, Bata détient plus de 30 % du marché local de la chaussure et la société Pendrith Equipment Ltd. a terminé à la fin de 1984 un contrat de 15 millions de dollars passé avec Air Lanka pour la conception et la construction d'un hangar pour avions à l'aéroport de Colombo. La Société Petro Canada pour l'assistance internationale a apporté son aide à la Ceylon Petroleum Company (Ceypetco) pour assurer la collecte et l'analyse de données sismiques en mer. La société Rainex a conclu un accord de coentreprise pour la production de noix de coco et d'arachides. La société Candecom assume la réalisation d'un projet de la BAD pour le second programme d'aide technique.

POSSIBILITÉS DE DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX POUR LE CANADA

Sri Lanka est capable d'avoir un taux élevé de croissance économique, une fois que la situation politique interne sera stabilisée. Les télécommunications, l'énergie et le transport ferroviaire offrent des débouchés possibles aux sociétés canadiennes. Il en ira de même dans le secteur de l'approvisionnement en eau, du drainage et des routes, dans le cadre de la reconstruction.

CONTACTS

Mike Temple, conseiller
 Haut-commissariat du Canada
 6 Gregory's Road
 COLOMBO 7
 B.P. 1066
 Sri Lanka
 Tél. : (011-94-1) 59-58-41
 Téléc. : 21106

M. Saucier
 Expansion du commerce en Asie et
 Pacifique Sud
 Affaires extérieures et Commerce
 extérieur
 125, promenade Sussex
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0G2
 Tél. : (613) 996-5903
 Téléc. : 053-3745
 Télécopieur : (613) 996-4309

STATISTIQUES DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LE CANADA (en millions de dollars can.)

Partenaire	1988	1987	1986
1. Japon	26.7	28.9	28.9
2. E-U	7.2	30.8	30.8
3. Royaume-Uni	2.2	34.2	34.2
4. EAU	2.2	3.8	3.8
5. Chine	2.2	3.8	3.8
Total	38.9	131.5	131.5

Exportations
 Importations
 Solde

PRINCIPAUX SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS AUX ENTREPRISES CANADIENNES

Secteur	Statut par rapport à la S.E.E.	Statut par rapport à l'Accès
1. Agriculture / Pêche	Statut de contacts	Statut de contacts
2. Transport	Statut de contacts	Statut de contacts
3. Énergie	Statut de contacts	Statut de contacts
4. Construction et services en lien de logement	Statut de contacts	Statut de contacts
5. Télécommunications	Statut de contacts	Statut de contacts

BANQUES CANADIENNES IMPLIQUÉES AU SRI LANKA : aucune

REPRÉSENTANTS CANADIENS
 Mike Temple, conseiller commercial, Haut-Commissariat du Canada, 6 Gregory's Road,
 COLOMBO 7, Sri Lanka. Tél. : (011-94-1) 59-58-41
 Téléc. : 21106

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR / EXPANSION DU
 COMMERCE EN ASIE ET PACIFIQUE SUD
 M. Saucier, Affaires extérieures et Commerce extérieur, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario)
 K1A 0G2. Tél. : (613) 996-5903. Téléc. : 053-3745. Télécopieur : (613) 996-4309

REPRÉSENTANTS AU CANADA
 General Trade Representative, Ambassador's Residence, 85, chemin Range, suite 101, Ottawa (Ontario) K1N 8H6
 Tél. : (613) 232-8440

FICHE DOCUMENTAIRE - SRI LANKA

SUPERFICIE : 65 610 km carrés

POPULATION : 17,5 millions

CAPITALE : Colombo

RÉGIME GOUVERNEMENTAL :
République parlementaire

CHEF D'ÉTAT : Junius R. Jayawardene

PREMIER MINISTRE :
Ranasinghe Premadasa

LANGUES : Singhalais, Anglais
couramment parlé dans les milieux
commerciaux

COMPOSITION ETHNIQUE : Singhalais,
Tamouls, Musulmans, Burghers,
Malais, Veddahs

PIB : 6,5 milliards de dollars U.S.

REVENU PAR HABITANT : 360 \$ U.S.

MONNAIE : 27,9 roupies S.L. = un dollar cdn

TAUX D'INFLATION : 13 %

RATIO DU SERVICE DE LA DETTE : 23 %

TAUX DE CHÔMAGE : non disponible

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX (1988)

Exportations : (Total :

1 500 millions de dollars U.S.)

Importations : (Total :

2 100 millions de dollars U.S.)

1. É.-U.	26 %	1. Japon	17 %
2. Allemagne de l'Ouest	7 %	2. É.-U.	6 %
3. Royaume-Uni	6 %	3. Royaume-Uni	6 %
4. Japon	6 %	4. EAU	6 %
5. Égypte	5 %	5. Chine	5 %

STATISTIQUES DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LE CANADA (en millions de dollars cdn)

	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Exportations	28.9	30.6	26.9
Importations	35.8	34.2	33.1
Solde	-6.9	-3.6	-6.2

PRINCIPAUX SECTEURS OFFRANT DES DÉBOUCHÉS AUX ENTREPRISES CANADIENNES

1. Agriculture/forêts
2. Transport
3. Énergie
4. Construction et remise en état de logements
5. Télécommunications

STATUT PAR RAPPORT À LA SEE :
peu de contacts

STATUT PAR RAPPORT À L'ACDI :
Pays-programme; priorité à l'irrigation, à
l'agriculture et au transport

BANQUES CANADIENNES IMPLANTÉES AU SRI LANKA : aucune

REPRÉSENTANTS CANADIENS

Mike Temple, conseiller commercial, Haut Commissariat du Canada, 6 Gregory's Road,
COLOMBO 7, B.P. 1066, Sri Lanka Tél. : (011-94-1) 59-58-41
Télex : 21106

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET COMMERCE EXTÉRIEUR/EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE ET PACIFIQUE SUD

M. Saucier, Affaires extérieures et Commerce extérieur, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario)
K1A 0G2 Tél. : (613) 996-5903 Télex : 053-3745 Télécopieur : (613) 996-4309

REPRÉSENTANTS AU CANADA

Général Tissa Weeratunga, Ambassadeur, 85, chemin Range, suite 102, Ottawa (Ontario) K1N 8J6
Tél. : (613) 233-8440

Principales exportations canadiennes à Sri Lanka

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Blé, nda, et méteil	12 787
Amiante	6 841
Pâte de bois chimique de conifères, à la soude ou au sulfate, semi- blanchie ou blanchie, nda	2 074
Polypropylène	1 499
Zinc sans alliage, non travaillé, conte- nant en poids moins de 99,99% de zinc	880
Limes, râpes et outils similaires	463
Imprimés	296
Parties ne pouvant être utilisées uni- quement ou principalement avec les articles des numéros 85.25 à 85.28	241
Appareils de transmission pour radio- téléph., radiodiff. et télédiffusion	215
Alliages de zinc non travaillé	175
Brochures, dépliants et imprimés simil., en feuilles détachées	152
Pièces de locomotives	<u>106</u>
Total partiel	25 729
Autres	1 164
Total	<u>26 893</u>

Principales importations canadiennes depuis Sri Lanka

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Thé noir (fermenté) et thé partiellement fermenté en emballages de plus de 3 kg	7 534
Ensembles de ski, en matières textiles, non tricotés	1 504
Gants et mitaines, pour le sport, en cuir ou simili-cuir	1 461
Soutiens-orge et pièces, en matières textiles	1 045
Chemises pour hommes et garçons, en fibres synthétiques, non tricotées	1 016
Caoutchouc nat. sous autres formes, nda	957
Chemises pour hommes et garçons, en coton, non tricotées	942
Ensembles pour femmes et fillettes, en fibres synthét., non tricotés	925
Tricots, cardigans et articles simil. en fibres synthétiques, tricotés	876
Anoraks pour hommes et garçons et articles similaires en fibres synthétiques, non tricotés	847
Pardessus pour femmes et fillettes et articles similaires en fibres synthétiques, non tricotés	840
Poivre du genre Piper, sauf le poivre à queue, ni concassé ni moulu	770
Pantalons et shorts pour femmes et fillettes, en coton, non tricotés	746
Carbone activé	688
Articles en caoutchouc vulcanisé, nda, autres qu'en caoutchouc durci	570
Blouses et chemises pour femmes et fillettes, en fibres synthétiques, non tricotées	548
Tuiles, cubes et articles simil., nda, en céramique émaillée	530
Noix d'acajou, fraîches ou séchées, qu'elles soient ou non écalées ou décortiquées	519
Ensembles pour femmes et fillettes, en coton, non tricotés	<u>501</u>
 Total partiel	 22 819
Autres	10 314
Total	<u>33 133</u>

REPRÉSENTANTS AU CANADA

Central Trust Corporation, Ambassador, 85, chemin King, suite 102, Ottawa, Ontario K1N 8H6
 Tél. (613) 233-1887

ANNEXE ANNÉE 1964

ANNEXE ANNÉE 1964

Le présent rapport est le résultat de l'enquête menée par le Service de l'Immigration et du Contrôle des Frontières au sujet de l'immigration en 1964. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques.

Le présent rapport est le résultat de l'enquête menée par le Service de l'Immigration et du Contrôle des Frontières au sujet de l'immigration en 1964. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques.

RELATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Le pays d'origine principal des immigrants en 1964 a été le Royaume-Uni. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques.

UNION DE MYANMAR

RELATIONS ÉTRANGÈRES

Depuis son indépendance en 1948, le Myanmar a établi des relations diplomatiques avec de nombreux pays. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques.

RELATIONS ÉCONOMIQUES

Le Myanmar a rejoint l'Organisation des Nations Unies en 1948. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques. Les données sont présentées dans ce rapport sous forme de tableaux et de graphiques.

Myanmar est administré par le gouvernement fédéral du Myanmar.

UNION DE MYANMAR

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Myanmar occupe une superficie de 676 552 kilomètres carrés. Sa population, de 39 millions d'habitants, a un rythme de croissance annuelle de 2 % et est composée aux deux-tiers de Myanmar; au nombre des minorités ethniques, on trouve les Chans, les Rakhims, les Karens, les Kachins et les Chins. Myanmar compte également environ un million de descendants des premiers habitants du pays, les Mòns, et quelque deux millions d'Indiens et de Chinois. La religion bouddhiste est pratiquée par 85 % de la population; les religions animistes, musulmanes, hindoues et chrétiennes sont également pratiquées. La langue officielle est le Myanmar, plusieurs dialectes étant aussi utilisés. L'usage de l'anglais est par ailleurs répandu dans le monde des affaires.

L'Union de Myanmar, anciennement la Birmanie, a fait partie de l'Empire britannique de 1886 à 1948, sauf pendant la période d'occupation japonaise de 1942 à 1945. Myanmar a obtenu son indépendance en 1948.

RELATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Le coup d'État militaire de 1962 a mené à la création d'un régime unipartite dirigé par le Parti du programme socialiste birman. Le régime militaire est demeuré en place jusqu'en 1972, année où le général Ne Win a assumé le poste de président. En 1988, de graves troubles civils ont entraîné la reprise du pouvoir par les militaires, dirigés par le général Saw Maung. Les autorités militaires ont promis que des élections multipartites seraient tenues dans un proche avenir.

Le revenu par habitant est de 190 \$ É.-U. Depuis la création du Parti du programme socialiste birman en 1962, les stratégies économiques ont été axées sur le principe de l'autonomie et sur la nationalisation des principales entreprises. Ces stratégies ont mis l'accent sur l'agriculture dans les années 1970. La baisse des cours des denrées dans les années 1980 a nui aux exportations de Myanmar et a causé des problèmes économiques. D'après certains indices récents, une libéralisation de la politique économique et de la politique relative aux investissements étrangers semble s'amorcer, particulièrement dans le domaine de l'exploration pétrolière et gazière. La dette extérieure est de 4,4 milliards de dollars, et le ratio du service de la dette est de 75 %. Myanmar a actuellement un déficit commercial de 234 millions, et son PIB réel est de 2,2 %.

RELATIONS ÉTRANGÈRES

Depuis son indépendance en 1948, Myanmar a toujours eu une politique étrangère fondée sur les principes du non-alignement et de la "non-intervention". Au cours des dernières années du règne du Parti du programme socialiste birman, Myanmar a multiplié les contacts avec des pays industrialisés (Royaume-Uni, Allemagne de l'Ouest, Corée du Sud, Japon et Canada) tout en maintenant des relations normales avec les pays communistes. En 1980, Myanmar s'est retiré du Mouvement des non-alignés, estimant qu'il "penchait" vers le bloc soviétique et s'était éloigné du véritable non-alignement.

RELATIONS BILATÉRALES

Le Canada a reconnu Myanmar au moment de son indépendance en 1948, mais ce n'est qu'en 1958 qu'il a établi des relations diplomatiques avec ce pays. La décision de Myanmar de ne pas se joindre au Commonwealth a coupé un lien qui unissait le Canada et les autres anciennes colonies britanniques en Asie. Myanmar a ouvert une mission permanente à Ottawa en 1966 mais l'a fermée en 1978 par mesure d'austérité. L'ambassade a été ouverte à Ottawa en 1985, et l'ambassadeur du Canada à Myanmar réside au Bangladesh; nous avons toutefois, à l'ambassade de Grande-Bretagne à Yangon, une petite section dotée de personnel local qui s'occupe expressément des intérêts du Canada.

Myanmar est admissible au tarif de préférence générale accordé par le Canada.

COMMERCE

Myanmar exploite ses ressources pétrolières depuis la fin du siècle dernier et possède les compétences techniques nécessaires. En raison d'un manque de devises, ce pays n'a toutefois pas le matériel moderne nécessaire à l'exploration ni à l'augmentation de la production dans les champs les plus anciens. Myanmar a décidé d'explorer ses riches ressources en hydrocarbures avec l'aide de la Banque mondiale, du Canada et de plusieurs pays de la Communauté économique européenne. À la demande de la Banque mondiale, la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale a fourni 4 millions de dollars au gouvernement de Myanmar au milieu des années 1980 pour la réalisation d'une étude d'exploitation du gaz en mer. Les possibilités qui s'offrent aux sociétés canadiennes sont considérables, et une mission s'est rendue à Myanmar en mars 1988 pour promouvoir les biens et services canadiens dans le secteur du pétrole et du gaz de ce pays. Dans le cadre d'un nouveau programme, la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale fournira 3 millions de dollars en assistance technique à ce secteur.

DÉBOUCHÉS POSSIBLES POUR LE CANADA

- 1) Matériel et services dans le secteur du pétrole et du gaz
- 2) Matériel et services dans le secteur de l'électricité et de l'énergie
- 3) Agriculture
- 4) Infrastructure urbaine

PERSONNES RESSOURCES

M. Robert Vanderloo
Conseiller (affaires
commerciales) et consul
Ambassade du Canada
C.P. 2090
Bangkok 10500
Royaume de Thaïlande
Tél. : (011-66-2) 234-1461
Télex : 82671 DOMCAN TH

C. Seddon
Expansion du commerce en
Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél. : (613) 992-0952
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 996-4309

À Myanmar : Kyaw Zaw Win, agent à la Section des intérêts canadiens, Ambassade de Grande-Bretagne, tél. : 81708. Télex : BM 21223 (CAN SEC).

UNION DE MYANMAR - FICHE DOCUMENTAIRE

SUPERFICIE : 676 552 km²

POPULATION : 39 millions

CAPITALE : Yangon

TYPE DE GOUVERNEMENT : République

CHEF D'ÉTAT : général Saw Maung

PREMIER MINISTRE : aucun

LANGUE : Myanmar

GROUPES ETHNIQUES :

Birmans (68 %), Chans (9 %), Karens (7 %),
Raljome (4 %), Chinois (3 %), Indiens (2 %),
Autres (7 %)

PIB : 7,3 milliards de dollars américains

REVENU PAR HABITANT : 190 \$

DEVISE : 5,5 kyats = 1 \$ CAN

TAUX D'INFLATION : 25 %

RATIO DU SERVICE DE LA DETTE : 75 %

CHÔMAGE : non disponible

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX (1988)

Exportations (Total :
247 000 000 \$ É.-U.)

Importations (Total :
482 000 000 \$ É.U.)

1. Chine	17 %
2. Singapour	9 %
3. Thaïlande	6 %
4. Japon	6 %
5. URSS	3 %

1. Japon	29 %
2. Chine	11 %
3. Singapour	8 %
4. France	7 %
5. Allemagne de l'Ouest	7 %

STATISTIQUES CANADIENNES SUR LE COMMERCE (en milliers de dollars canadiens)

	1986	1987	1988
Exportations	319	1 047	806
Importations	1 556	717	2 985
Balance	- 1 237	+ 330	- 2 179

DÉBOUCHÉS POSSIBLES POUR LE CANADA

- 1) Matériel et services dans le secteur du pétrole et du gaz
- 2) Matériel et services dans le secteur de l'électricité et de l'énergie
- 3) Agriculture
- 4) Infrastructure urbaine

PERSONNES RESSOURCES

M. Robert Vanderloo, Conseiller (affaires commerciales) et consul, Ambassade du Canada, C.P. 2090, Bangkok 10500, Royaume de Thaïlande, tél. : (011-66-2) 234-1461, télex : 82671 DOMCAN TH

C. Seddon, Expansion du commerce en Asie et Pacifique Sud, Affaires extérieures et Commerce extérieur, 125 promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2, tél. : (613) 992-0052, télex : 053-3745, télécopieur : (613) 996-4309

À Myanmar : Kyaw Zaw Win, agent à la Section des intérêts canadiens, Ambassade de Grande-Bretagne, tél. : 81708, télex : BM 21223 (CAN SEC).

REPRÉSENTANTS AU CANADA

Ambassadeur U Win Shein, à l'attention de : The Sandringham Apartment, 85, chemin Range, suite 902, Ottawa (Ontario), K1N 8J6. Tél. : (613) 232-6434.

Principales exportations canadiennes à Myanmar

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Amiante	417
Vitamines et dérivés, en dosages	110
Poules d'élevage vivantes ne pesant pas plus de 185 g	89
Pièces de machines pour poulailler	49
Colles de caséine, caséinates et autres dérivés de caséine	30
Pièces de moteurs électriques, générateurs	29
Résines phénoliques	25
Semence de bovins	24
Ouvrages et éléments d'ouvrages, sauf les constructions préfabriquées du numéro tarifaire 9406	17
Pièces de machines à l'électr., au laser, aux ultra-sons, etc., pour souder et couper, nda, ou pour vaporiser à chaud	5
Papier, papier peint, en rouleaux ou en feuilles, non enduit	2
Encre d'imprimerie, noire	<u>1</u>
Total	806

Principales importations canadiennes depuis Myanmar

(en milliers de dollars)

	<u>1988</u>
Crevettes et salicoques, congelées ou non en coquille, ou bouillies en coquille	1 249
Bois d'oeuvre, meranti rouge (clair et foncé), meranti bakau, lauan blanc, etc.	703
Chemises pour hommes et garçons, en coton, non tricotées	440
Billes de bois, keruing, ramin, kapur, teck jongkong, merbau, etc.	<u>334</u>
Total partiel	2 726
Autres	259
Total	<u>2 985</u>

ASSOCIATION SUD-ASIATIQUE DE COOPÉRATION RÉGIONALE - PROFIL

HISTORIQUE

L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), qui comprend le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka, a été formée à Dacca, au Bangladesh, en 1985. Les sept leaders ont adopté la "Déclaration de Dacca" sur les principes de coopération régionale et signé une charte établissant le cadre de l'ASACR. Les objectifs de cette association étaient d'accélérer la croissance économique, le progrès social et le développement culturel, de renforcer l'autosuffisance collective, et d'accroître la confiance et la coopération régionales.

Les chefs d'État et de gouvernement ont participé à des rencontres au sommet annuelles - 1986, à Bangalore, en Inde; 1987, à Katmandu, au Népal; et 1988, à Islamabad, au Pakistan. La réunion de 1989 doit se tenir à Sri Lanka. Le président du Sommet est le leader du pays hôte. Le Conseil des ministres se réunit deux fois par an et les comités permanents, lorsque l'occasion le justifie. Des comités techniques s'occupent actuellement de onze secteurs de coopération possible.

COOPÉRATION POLITIQUE

L'ASACR est conçue pour faciliter l'atteinte d'un consensus sur les questions régionales; les questions bilatérales sortent du cadre de son mandat. Un exemple de problèmes régionaux nous est donné par la "Déclaration de Bangalore" de 1986 qui condamnait comme "criminels" tous les actes, méthodes et pratiques du terrorisme. ASACR 2000, plan régional destiné à satisfaire aux besoins de première nécessité du milliard d'habitants des pays membres de l'Association d'ici l'an 2000, en est un autre exemple.

L'institutionnalisation des débats, à l'ASACR, a cependant permis de faciliter les relations entre l'Inde et le Pakistan. Le sommet de 1988 a donné lieu à la signature de trois nouveaux accords entre ces deux pays; c'était la première fois que cela se produisait depuis le Pacte de Simla de 1972; l'un de ces accords portait sur l'interdiction mutuelle d'attaques contre des installations nucléaires.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

À l'heure actuelle, la structure de l'ASACR n'englobe pas la coopération économique. On s'attend à ce que cela change progressivement. Dans le passé, les échanges commerciaux ont été presque entièrement régionaux; cependant, en accédant à l'indépendance, les pays membres se sont tournés vers l'extérieur. Aujourd'hui, moins de 3 % du commerce de la région se fait avec les pays voisins. Il se peut que cela crée des difficultés car on estime que la promotion du commerce régional est surtout tributaire de concessions de la part de l'Inde.

STRUCTURE ADMINISTRATIVE

Le sommet de 1987 a établi un secrétariat permanent de l'ASACR à Katmandu. Le secrétaire général Abul Ahsan est un ressortissant du Bangladesh et un ancien diplomate de carrière.

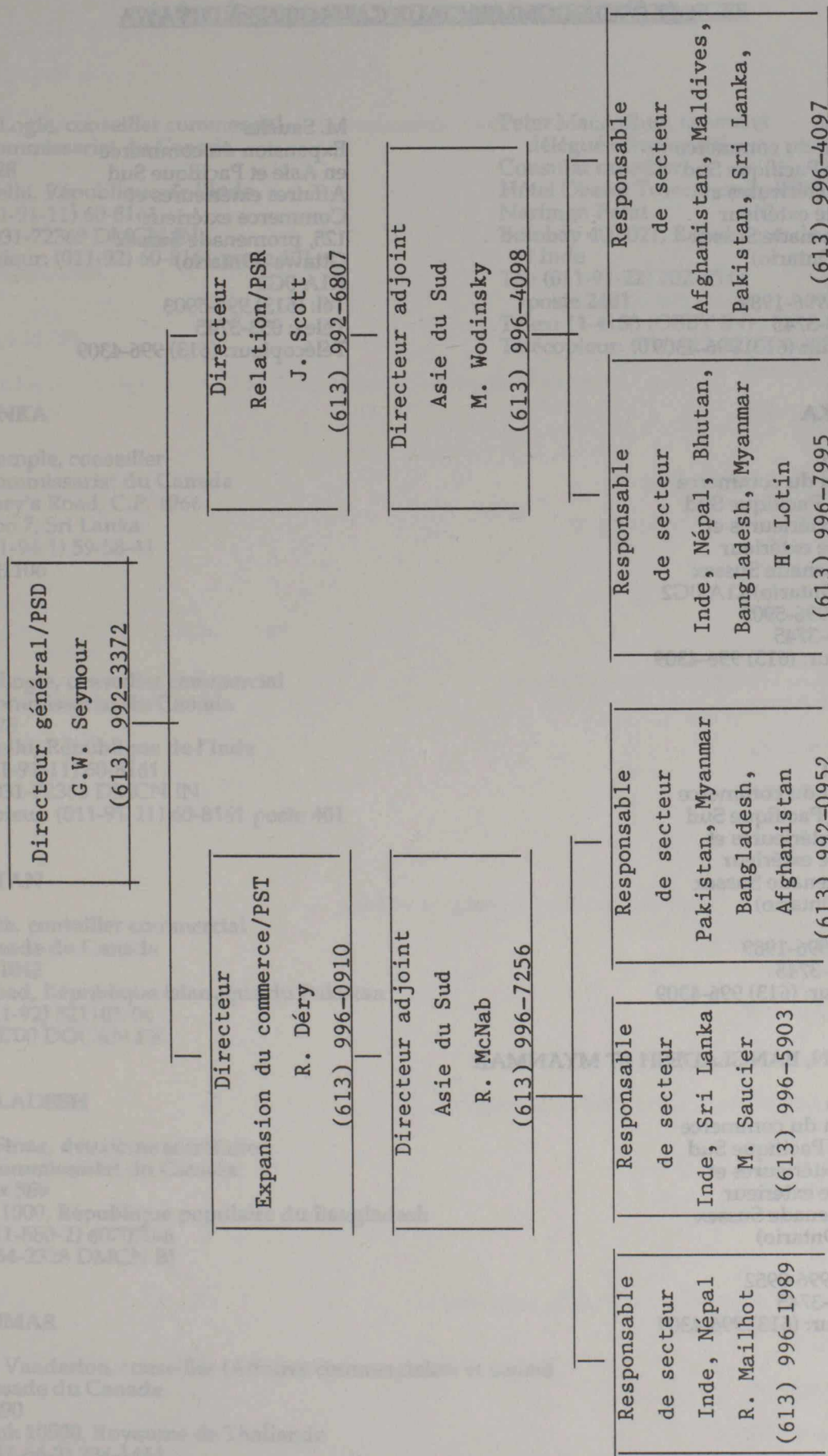
Les nouveaux membres doivent être admis à l'unanimité. Une proposition de l'Inde en faveur de l'admission de l'Afghanistan à l'ASACR en 1987 a échoué à cause de l'opposition du gouvernement de Kaboul soutenu par les Soviétiques. L'Union de Myanmar et l'île Maurice sont des candidats possibles, bien que ni l'un ni l'autre n'ait encore présenté de demande. Il n'existe, pour le moment, aucun lien avec d'autres organisations régionales telles que l'ANASE ou la CEE, pas plus que de statut d'observateur pour d'autres pays.

CONTACTS

- ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE
- DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX CANADIENS À OTTAWA
- DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX CANADIENS À L'ÉTRANGER
- CONTACTS COMMERCIAUX ÉTRANGERS AU CANADA
- CENTRES DU COMMERCE INTERNATIONAL
- CONTACTS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ASIE ET PACIFIQUE SUD



DÉLÉGUES COMMERCIAUX CANADIENS À OTTAWA

INDE

R. Mailhot
Expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél: (613) 996-1989
Télex: 053-3745
Télécopieur: (613) 996-4309

M. Saucier
Expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél: (613) 996-5903
Télex: 053-3745
Télécopieur: (613) 996-4309

SRI LANKA

M. Saucier
Expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Tél: (613) 996-5903
Télex: 053-3745
Télécopieur: (613) 996-4309

NÉPAL

R. Mailhot
Expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél: (613) 996-1989
Télex: 053-3745
Télécopieur: (613) 996-4309

PAKISTAN, BANGLADESH ET MYANMAR

C. Seddon
Expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud
Affaires extérieures et
Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél: (613) 996-0952
Télex: 053-3745
Télécopieur: (613) 996-4309

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX CANADIENS À L'ÉTRANGER

INDE

Robert Logie, conseiller commercial
Haut-commissariat du Canada
C.P. 5028
New Delhi, République de l'Inde
Tél: (011-91-11) 60-8161
Télex: 031-72363 DMCN IN
Télécopieur: (011-92) 60-8161 poste 401

Peter MacArthur, consul et
délégué commercial
Consulat canadien
Hôtel Oberoi Towers, suite 2401,
Nariman Point
Bombay 400 021, République de
l'Inde
Tél: (011-91-22) 202-4343
poste 2401
Télex: 11-4153 (OBBY IN)
Télécopieur: (011-912-22) 204-3282

SRI LANKA

Mike Temple, conseiller
Haut-commissariat du Canada
6 Gregory's Road, C.P. 1066
Colombo 7, Sri Lanka
Tél: (011-94-1) 59-58-41
Télex: 21106

NÉPAL

Robert Logie, conseiller commercial
Haut-commissariat du Canada
C.P. 5028
New Delhi, République de l'Inde
Tél: (011-91-11) 60-8161
Télex: 031-72363 DMCN IN
Télécopieur: (011-91-11) 60-8161 poste 401

PAKISTAN

Al Smith, conseiller commercial
Ambassade du Canada
G.P.O. 1042
Islamabad, République islamique du Pakistan
Tél: (011-92) 821101-04
Télex: 5700 DOCAN PK

BANGLADESH

James Stone, deuxième secrétaire
Haut-commissariat du Canada
P.O Box 569
Dhaka 1000, République populaire du Bangladesh
Tél: (011-880-2) 607070-6
Télex: 64-2328 DMCN BJ

MYANMAR

Robert Vanderloo, conseiller (Affaires commerciales) et consul
Ambassade du Canada
C.P. 2090
Bangkok 10500, Royaume de Thaïlande
Tél: (011-66-2) 234-1461
Télex: 82671 DOMCAN TH

CONTACTS COMMERCIAUX ÉTRANGERS AU CANADA

INDE

Son Excellence Surbir Jit Singh Chhatwal, haut-commissaire
105, chemin Springfield
Ottawa (Ontario)
K1M 1C9
Tél: (613) 744-3751

Consulats

M. V.P. Singh, consul général
1 ouest, rue Bloor
Suite 500
Toronto (Ontario)
M4W 3E2
Tél: (416) 960-0751

M. D.K. Maitra, consul général
325, rue Howe
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 1Z7
Tél: (614) 662-8811

SRI LANKA

Général Tissa Weeratunga, ambassadeur
85, chemin Range
Suite 102
Ottawa (Ontario)
K1N 8J6
Tél: (613) 233-8440

NÉPAL

M. Singha Bahadur Basnyat, conseiller et chargé d'affaires
a/s de l'Ambassade du Népal
2131 Lerow Place N.W.
Washington, D.C.
États-Unis 2008
Tél: (202) 667-4550

Consulat

M. William H. Baxter, consul général honoraire
310, rue Dupont
Toronto (Ontario)
M5R 1V9
Tél: (416) 968-7252

PAKISTAN

Son Excellence Najmuddin A. Shaikh, ambassadeur
Édifice Burnside
151, rue Slater
Suite 608
Ottawa (Ontario)
K1P 5H3
Tél: (613) 238-7881

Consulats

M. Ejaz Ahmad Qureshi, consul général
3421, rue Peel
Montréal (Québec)
H3A 1W7
Tél: (514) 845-2297

M. Afzal Akbar Khan, consul général
8 est, rue King
Suite 505
Toronto (Ontario)
M5C 1B5
Tél: (613) 862-1886

BANGLADESH

Son Excellence le brigadier A.M.M. Nurussaman, haut-commissaire
85, chemin Range
Suite 402
Ottawa (Ontario)
K1N 8J6
Tél: (613) 236-0138

MYANMAR

U. Win Shein, ambassadeur
a/s de The Sandringham Apartment
85, chemin Range
Suite 902
Ottawa (Ontario)
K1N 8J6
Tél: (613) 232-6434

CENTRES DU COMMERCE INTERNATIONAL

Le gouvernement fédéral a alloué 7,2 millions de dollars, répartis sur les cinq prochaines années, aux Centres du commerce international qui seront implantés dans les bureaux provinciaux du nouveau ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie (ISTC).

Ces centres offriront une gamme complète de services commerciaux, notamment des conseils à l'exportation, la fourniture d'informations sur les débouchés commerciaux et l'administration du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Un élément important du programme est le réseau WIN Exports qui fournit des renseignements essentiels sur les entreprises canadiennes ainsi que des détails sur leurs activités commerciales. Les 102 bureaux commerciaux du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur dans le monde sont tributaires de ce réseau pour l'obtention de renseignements sur les fournisseurs canadiens capables de répondre aux besoins identifiés à l'étranger.

Afin de fournir des services d'exportation plus complets aux gens d'affaires de toutes les régions du pays, la Société pour l'expansion des exportations réinstallera ses bureaux régionaux dans les Centres à l'expiration des baux en vigueur. D'autre part, les futures opérations régionales de l'Agence canadienne de développement international seront implantées dans certains CCI, ce qui permettra un regroupement des principaux ministères et organismes fédéraux dont l'accès se trouvera ainsi facilité pour les exportateurs canadiens.

Les CCI disposeront du matériel d'appui traditionnel, notamment, les profils de marchés étrangers et les analyses de sujets portant sur les agents, les maisons de commerce, la concession réciproque de licences et les coentreprises. Enfin, les bases de données AECEC/ISTC permettront d'informer nos gens d'affaires des possibilités de participation à des foires commerciales, de l'envoi de missions dans des pays étrangers et de l'accueil de missions d'acheteurs étrangers.

CENTRES DU COMMERCE INTERNATIONAL

VANCOUVER

Centre du commerce international
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
C.P. 11610
900-650, rue West Georgia
Vancouver (Colombie-Britannique)
V68 5H8

Personne ressource:
M. Zen Burianyk
Délégué commercial principal
Tél: (614) 666-1438
Télex: 04-51191
Télécopieur: (614) 666-8330

EDMONTON

Centre du commerce international
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
Suite 540, Canada Place
9700, avenue Jasper
Edmonton (Alberta)
T5J 4C3

Personne ressource:
M. Wilmer Collett
Délégué commercial principal
Tél: (413) 495-2944
Télex: 037-2762
Télécopieur: (403) 495-4507

CALGARY

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
Édifice Harry Hayes
Suite 630
220, 4ième Avenue S.E.
Calgary, Alberta
T2P 3C3

Personne ressource:
M. Gerald Milot
Tél: (403) 292-4575
Télécopieur: (403) 292-4578

SASKATOON

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
6e étage
105-21st Street East
Saskatoon (Saskatchewan)
S7K 0B3

Personne ressource:
M. A.D.D. McEwen
Délégué commercial principal
Tél: (306) 975-5315
Télex: 074-2742
Télécopieur: (306) 975-5334

WINNIPEG

Centre du commerce international
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
C.P. 981
330, avenue Portage
Suite 608
Winnipeg (Manitoba)
R3C 2V2

Personne ressource:
M. Tony van Rosmalen
Délégué commercial principal
Tél: (204) 983-2387
Télex: 07-57624
Télécopieur: (204) 983-2187

TORONTO

Centre du commerce international
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
Dominion Public Building, 4^e étage
1, rue Front ouest
Toronto (Ontario)
M5J 1A4

Personne ressource:
M. Doug Paterson
Délégué commercial principal
Tél: (416) 973-5052
Télex: 065-24378
Télécopieur: (416) 973-8161

MONTREAL

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
C.P. 247
Tour de la Bourse
800, Place Victoria, Suite 3800
Montréal (Québec)
H4Z 1E8

Personne ressource:
M. Robert Haack
Délégué commercial principal
Tél: (514) 283-8155
Télex: 055-60768
Télécopieur: (514) 283-3302

MONCTON

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
C.P. 1210
Place Assumption
770, rue Main
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 8P9

Personne ressource:
M. Guy-André Gélinas
Délégué commercial principal
Tél: (516) 857-6452
Télex: 014-2200
Télécopieur: (506) 857-6429

HALIFAX

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
C.P. 940, succursale M
1496, rue Lower Water
Halifax (Nouvelle-Ecosse)
B3J 2V9

Personne ressource:
M. Doug Rosenthal
Délégué commercial principal
Tél: (902) 426-7580
Télex: 019-22525
Télécopieur: (902) 426-2624

CHARLOTTETOWN

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
C.P. 1115
Confederation Court Mall
134, rue Kent, suite 400
Charlottetown (2-P.-E)
C1A 7M8

Personne ressource:
M. Fraser Dickson
Délégué commercial principal
Tél: (902) 566-7443
Télex: 014-44129
Télécopieur: (902) 566-7450

ST. JOHN'S

Centre international du commerce
Industrie, Sciences et
Technologie Canada
C.P. 8950
90, avenue O'Leary
St. John's (Terre-Neuve)
A1B 3R9

Personne ressource:
M. Jim Harman
Délégué commercial principal
Tél: (709) 722-5511
Télex: 016-4749
Télécopieur: (709) 772-2373

CONTACTS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Conseil du commerce Canada Inde
55, rue Metcalfe
Ottawa (Ontario)
K1P 6N4
Tél: (613) 238-4000
Télécopieur: (613) 238-7643

Conseil du commerce Canada Pakistan
55, rue Metcalfe
Ottawa (Ontario)
K1P 6N4
Tél: (613) 238-4000
Télécopieur: (613) 238-7643

Association des exportateurs canadiens
99, rue Bank, suite 250
Ottawa (Ontario)
K1P 6B9
Tél: (613) 238-8888

Association des importateurs canadiens
210, rue Dundas ouest, suite 700
Toronto (Ontario)
M5G 2E8
Tél: (416) 595-5333

Association des manufacturiers canadiens
1, rue Yonge, 14^e étage
Toronto (Ontario)
M5E 1J9
Tél: (416) 363-7261

Bureau de promotion du commerce
400, rue Cumberland, suite 1012
Ottawa (Ontario)
K1N 8X3
Tél: (613) 233-3925

Le présent relevé des dépenses est établi en vertu de la loi n° 10 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 11 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 12 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat.

ACTIVITE FINANCIERE (COMPTES DE TRAVAIL ET DE TRAVAIL EN COURS)

Le présent relevé des dépenses est établi en vertu de la loi n° 10 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 11 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 12 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat.

RELEVÉ DES DÉPENSES

Le présent relevé des dépenses est établi en vertu de la loi n° 10 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 11 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 12 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat.

AIDE FINANCIERE

- BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT
- SEE
- PDME
- ACIDI-PCI

Le présent relevé des dépenses est établi en vertu de la loi n° 10 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 11 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 12 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat.

RELEVÉ DES DÉPENSES

Le présent relevé des dépenses est établi en vertu de la loi n° 10 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 11 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat et de la loi n° 12 du 15 mai 1964 relative à l'organisation des services de l'Etat.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque asiatique de développement (BAsD), dont le siège est à Manille, s'engage chaque année à prêter plus de 2 milliards \$ pour appuyer le développement économique et social de ses membres en développement de la région Asie-Pacifique. La Banque fournit des prêts et une assistance technique pour des projets couvrant un grand nombre de secteurs dont l'agriculture, l'énergie, l'infrastructure sociale, les transports et les communications ainsi que les minéraux industriels et non combustibles. C'est pourquoi le marché financé par la BAsD offre d'énormes possibilités aux exportateurs canadiens.

ACHATS DE MATÉRIEL, TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL ET SERVICES CONNEXES

En 1987, les organismes d'exécution (qui sont les emprunteurs auprès de la Banque) de la région ont dépensé plus de 1,22 milliard \$US pour des achats de biens, des services connexes et des travaux de génie civil au titre de plusieurs centaines de projets mis en oeuvre avec le soutien financier de la Banque. Environ 71% des marchés financés par la BAsD sont conclus selon la procédure d'appel à la concurrence internationale. Il est important de noter que c'est l'organisme d'exécution du pays emprunteur et non la BAsD qui a la responsabilité de choisir les fournisseurs pour les prêts de la Banque. En 1987, les fournisseurs canadiens ont décroché 24 des 29 contrats soumissionnés pour une valeur globale de 9,1 millions \$US. Ce chiffre représente une part de marché de moins de 1%, mais nos fabricants et nos fournisseurs ont d'amples possibilités d'accroître leur part des marchés de la BAsD.

SERVICES DE CONSULTATION

Les firmes ou les personnes qui offrent des services de consultation peuvent être recrutées directement par la Banque pour ses projets d'assistance technique (AT), ou par les organismes d'exécution utilisant les fonds affectés à des projets de la BAsD (prêts). Pour les deux catégories (AT et prêts), le Canada (firmes ou individus) vient au 4e rang des pays membres avec une part de marché moyenne annuelle allant de 5,6 à 7,5 pour cent.

Assistance technique - La Banque fournit une assistance technique en offrant les services de consultants pour des missions associées à la préparation et à l'exécution de projets, ou une aide consultative à ses membres en développement. En 1987, la Banque a approuvé 141 subventions d'AT totalisant 42 millions \$US, et on prévoit un accroissement substantiel de son programme d'AT dans les prochaines années. Si elles veulent avoir une chance sérieuse d'être éventuellement inscrites sur une liste courte de 5 à 7 sociétés invitées à soumissionner, les entreprises canadiennes intéressées doivent s'inscrire auprès de la Division des services de consultation de la Banque, se montrer intéressées par le projet en écrivant aux responsables du projet, et convaincre les représentants de la Banque qu'elles sont capables d'exécuter le projet.

Prêts - En 1987, les organismes d'exécution ont dépensé au total 79,4 millions \$US pour l'acquisition de services de consultation visant principalement la supervision de projets ainsi que les études techniques détaillées. Ces organismes sont chargés de choisir les adjudicataires.

SOURCES D'INFORMATION

La publication de la BAsD intitulée "Proposed Projects and Contracts Awarded" (PPCA) fournit un bref résumé des projets que la Banque se propose de financer, mais l'information y contenue n'est pas assez pertinente ou détaillée pour les besoins des fournisseurs canadiens intéressés. L'information la plus utile et la plus pertinente sur les plans d'achats peut uniquement être obtenue à l'avance en contactant directement le chargé de projet, les ambassades du Canada à Manille et dans la région et, ce qui est le plus important, en maintenant contact avec l'organisme d'exécution. Outre ces sources directes, de l'information sur les achats (par ex., le cahier des charges et l'échéancier de l'appel d'offres) peut éventuellement être trouvée dans la publication onusienne bimensuelle "Development Business". Mais si un fournisseur s'en remet entièrement à "Development Business" comme source d'information sur les projets d'achats, ses efforts de marketing resteront largement sans résultat.

SERVICES OFFERTS AUX CANADIENS

Ottawa: La Direction de l'expansion du commerce en Asie et dans le Pacifique Sud du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur à Ottawa ((613) 995-7680) peut fournir aux sociétés canadiennes de l'information générale sur les activités, les modalités de prêt et les lignes directrices pour les achats de la Banque. Les dossiers de prêts de la BASD peuvent être empruntés à la Bibliothèque du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur à Ottawa ((613) 992-6150).

Manille: Le bureau de liaison avec la BASD de l'Ambassade du Canada à Manille peut fournir des renseignements spécifiques sur les projets et programmes de la Banque, y compris des renseignements détaillés sur un projet donné (ampleur, échéancier, besoins de services consultatifs en mois-personnes, matériel requis, noms des responsables pour la BASD et l'organisme d'exécution) ainsi que d'autres renseignements sur le marché. Les entreprises canadiennes peuvent aussi recevoir (sur demande) des exemplaires des rapports d'évaluation de projets.

Région: Les ambassades et hauts-commissariats du Canada dans les pays bénéficiaires concernés peuvent aider les entreprises canadiennes à établir des liens avec les organismes d'exécution de leurs territoires respectifs par l'identification d'agents potentiels, ou les aider à établir une relation personnelle avec le client, un élément essentiel si l'on veut mener des affaires dans cette partie du monde. Les délégués commerciaux canadiens affectés dans la région offrent divers services qui vont de l'aide en marketing à la prestation de conseils sur la préparation de soumissions.

PRINCIPAUX POINTS DE CONTACT AVEC LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Adresse de la BAsD

Banque asiatique de développement

C.P. 789, Manille

Philippines 2800

Tél: (011-63-2) 711-3851 ou 834-4444 (local)

Télex: 23101 ADB PN, 63587 ADB PN, 40571 ADB PN

Télécopieur: (011-63-2) 741-7961

Agent de liaison de la BAsD-Manille

Ambassade canadienne

C.P. 971, Makati Central

Poste centrale de Makati, Métro

Manille, Philippines 3117

Tél: (011-63-02) 815-9536 à 41

Télex: (code de destination 75) 63676 DOMCAN PN

Agent de liaison de la BAsD-Ottawa

L. Branch

Expansion du commerce en Asie et Pacifique Sud

Ministère des Affaires extérieures et Commerce extérieur

125, promenade Sussex

Ottawa (Ontario)

K1A 0G2

Tél: (613) 995-7680

Télex: 053-3745

Télécopieur: (613) 996-9510

Bureau du district de l'Atlantique

et de la Saskatchewan

141, avenue Portage, 8^e étage

Montréal (Québec)

H3C 2G4

Tél: (514) 993-3336

Télécopieur: (514) 993-3336

Région de l'Ontario

Suite 800

Bâtiment de la Banque nationale

C.P. 888

150, rue York

Toronto (Ontario)

M5H 2B5

Tél: (416) 364-0136

Télécopieur: (416) 362-1267

Région de Québec

Suite 2774

100, rue de la Banque

C.P. 114

Québec (Québec)

H3A 1G3

Tél: (514) 693-1181

Télécopieur: (514) 693-9887

Région de l'Atlantique

Suite 1000

Toronto Dominion Bank Building

1791, rue Barrington

Halifax (Nouvelle-Écosse)

B3J 2L2

Tél: (902) 420-2671

Télécopieur: (902) 420-2821

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est l'agence canadienne de crédit public à l'exportation chargée de fournir une assurance-crédit à l'exportation, des prêts, des garanties et d'autres services financiers destinés à promouvoir les exportations canadiennes.

Les programmes d'assurance-exportations de la SEE visent à vous protéger du défaut de paiement par un acheteur étranger, à protéger vos investissements à l'étranger, à protéger les fournisseurs locaux d'exportateurs canadiens contre le non-remboursement, et à protéger les membres d'un consortium d'exportateurs canadiens contre une perte causée par la non-exécution d'un partenaire.

Par son financement à l'exportation, la SEE prête aux acheteurs étrangers pour qu'ils puissent acheter des produits canadiens, et paie directement l'exportateur en espèces. La Société facilite aussi aux exportateurs l'obtention d'un soutien financier privé en fournissant des garanties de prêt, de bonne fin et de caution de soumission qui éliminent les risques pour l'institution financière qui consent son soutien direct.

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

SIÈGE SOCIAL

151, rue O'Connor
C.P. 655
Ottawa (Ontario)
K1P 5T9
Tél: (613) 598-2500
Télex: 053-4136
Télécopieur: (613) 237-2690

Région de la Colombie-Britannique et du Yukon

1, Centre Bentall, suite 1030
505, rue Burrard
Vancouver (British Columbia)
V7X 1M5
Tél: (614) 688-8658
Télécopieur: (604) 688-3710

Région des Prairies et du Nord

Suite 2140
Bow Valley Square III
255-5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta)
T2P 3G8
Tél: (413) 294-0928
Appel sans frais: 1-800-861-8638
Télécopieur: (413) 294-1133

Bureau du district du Manitoba et de la Saskatchewan

330, avenue Portage, 8^e étage
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0C4
Tél: (204) 942-0226
Télécopieur: (204) 2187

Région de l'Ontario

Suite 810
Édifice de la Banque nationale
C.P. 810
150, rue York
Toronto (Ontario)
M5H 3S5
Tél: (416) 364-0136
Télécopieur: (416) 862-1267

Bureau du district de London

Suite 303
451, rue Talbot
London (Ontario)
N6A 5C9
Tél: (519) 645-5828
Télécopieur: (519) 645-4483

Bureau du district d'Ottawa

151, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1P 5T9
Tél: (613) 598-2992
Télécopieur: (613) 237-2690
Télex: 053-4136

Région de Québec

Suite 2724
800, carré Victoria
C.P. 124
Tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1C3
Tél: (514) 878-1881
Télécopieur: (514) 878-9891

Région de l'Atlantique

Suite 1003
Toronto Dominion Bank Building
1791, rue Barrington
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3L1
Tél: (902) 429-0420
Télécopieur: (902) 423-0881

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION

Le principal objectif du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) est d'accroître les ventes de biens et services canadiens à l'étranger. Le PDME y parvient en partageant les coûts d'activités que des sociétés ne pourraient, ou ne voudraient pas normalement assumer seules, afin de réduire les risques qu'entraîne la pénétration d'un marché étranger. Le PDME encourage les sociétés canadiennes qui ne l'étaient pas jusque-là à devenir exportatrices. Le PDME encourage également les exportateurs canadiens à pénétrer de nouveaux marchés géographiques et les marchés de nouveaux produits. L'accès à ce programme se fait par l'intermédiaire des Centres de commerce international (CCI) implantés dans tout le Canada.

TYPES D'AIDE

Le Programme offre une aide financière aux entreprises canadiennes afin de leur permettre d'entreprendre divers types d'activités de promotion commerciale ou d'y participer. Toutes ces activités doivent avoir une orientation commerciale; c'est-à-dire qu'elles doivent viser à susciter des ventes à l'étranger. Il y a deux catégories d'activité : celles qui sont mises en marche par l'industrie et celles qui sont parrainées par le gouvernement.

Les activités mises en marche par l'industrie sont les suivantes :

- participation à des foires commerciales reconnues en dehors du Canada
- visites à l'extérieur du Canada pour prospecter des marchés étrangers
- visites d'acheteurs étrangers au Canada
- appels d'offres pour des projets exécutés en dehors du Canada et faisant appel à une concurrence internationale/procédures de mise en adjudication officielle
- établissement de bureaux permanents de vente à l'étranger (à l'exception des É.-U.) afin d'entreprendre un effort soutenu de commercialisation dans une région où le demandeur a actuellement des activités;
- accords de commercialisation visant les moyennes entreprises ayant une bonne expérience de l'exportation;
- activités spéciales pour les organisations sans but lucratif, ne pratiquant pas la vente et oeuvrant dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, pour les offices et organismes de commercialisation (au profit de leurs membres)

Les activités parrainées par le gouvernement sont les suivantes :

- missions commerciales organisées pour la visite de marchés à l'extérieur du Canada ainsi que pour des gens d'affaires et des représentants de gouvernements étrangers venant au Canada pour se rendre à des foires commerciales où la participation des entreprises canadiennes est importante; foires commerciales à l'étranger. La participation se fait sur invitation du gouvernement.

MODALITÉS D'OBTENTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE DU PCI-ACDI

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI-ACDI) a pour objectif de stimuler la croissance dans les pays en développement afin de les aider à mener à bien leurs plans de développement économique et social.

Le PCI-ACDI dispose de plusieurs mécanismes susceptibles d'aider le secteur privé canadien à contribuer à l'atteinte de cet objectif, tout particulièrement le Mécanisme canadien de préparation de projets (MCP) et des mécanismes d'appui à l'investissement.

Le MCP est surtout utilisé pour les études exploratoires par les consultants qui espèrent obtenir des contrats d'organismes autres que l'ACDI pour la réalisation d'études de faisabilité complètes portant sur des projets d'immobilisations dans des pays de l'ANASE. Ces consultants espèrent également repérer les possibilités qui s'offrent à d'autres fournisseurs canadiens d'obtenir des contrats de biens et services financés sur les fonds non liés prévus à cet effet par les institutions financières internationales (IFI).

Les projets bénéficiant de l'appui du PCI-ACDI faciliteront l'atteinte des objectifs suivants :

- créer des emplois dans les pays-cibles (en particulier pour les femmes)
- permettre aux pays-cibles d'obtenir des devises étrangères grâce au remplacement des importations
- créer une augmentation de la demande de biens et services produits localement
- avoir un effet écologique favorable dans les pays-cibles (p. ex., réduction de la pollution)
- accroître la capacité des gouvernements des pays-cibles de financer leurs programmes de développement en renforçant leur assiette fiscale, etc.

Si vous désirez établir une coentreprise (coentreprise de fabrication ou coentreprise de service), faire utiliser votre technologie sous licence, établir un accord de coproduction quelconque ou tout autre arrangement qui soit à la fois profitable à vous-même et à un ou plusieurs des pays-cibles, vous pouvez obtenir un maximum de 365 000 \$ dans le cadre du PCI-ACDI :

- un maximum de 15 000 \$ pour couvrir les coûts entraînés par les discussions initiales (étude exploratoire)
- un maximum de 100 000 \$ pour couvrir les coûts exigés par la signature d'un accord acceptable pour vous, pour votre associé à l'investissement et pour les autorités responsables de la coordination de cet investissement dans le pays hôte (étude de viabilité)
- un maximum de 250 000 \$ pour assurer le transfert de technologie (appui au projet)

Pour obtenir ces contributions, vous devez soumettre une proposition écrite au PCI-ACDI. Cette proposition doit offrir des réponses complètes aux questions suivantes :

- quelle est la société demanderesse. Fournir tous les renseignements demandés dans le questionnaire du PCI-ACDI à remplir par le candidat (en faire la demande à Lance Bailey, au (819) 997-0565 ou Rich McTaggart, au (819) 997-0562) et l'accompagner de votre état financier le plus récent;
- qu'avez-vous l'intention de faire, et avec qui - Fournir le descriptif approprié et un budget en trois colonnes pour montrer quelle est la contribution que vous proposez d'apporter à chaque rubrique des coûts; quelle est la contribution que l'on peut attendre de votre associé potentiel et quelle est la contribution que vous attendez de l'ACDI;
- comment les activités que vous projetez contribueront au développement économique et social du pays hôte; et
- pourquoi le contribuable canadien devrait apporter un appui financier (il s'agit essentiellement de montrer comment votre activité contribuera à des créations d'emplois, à la production de devises étrangères, à une sécurité accrue en ce qui concerne les importations de nature stratégique, etc., au Canada).

CONTRIBUTIONS POSSIBLES PAR LE PCI-ACDI

(Mise à jour du 31 janvier 1989)

<u>Condition préalable</u>	<u>Étude exploratoire</u>	<u>Étude de viabilité</u>	<u>Appui au projet</u>	<u>Mécanismes canadiens de de préparation de projets</u>
	<u>Associé potentiel</u>	<u>Lettre d'intérêt</u>	<u>Entente officielle</u>	<u>Preuve de financement en aval</u>
Prix des billets d'avion (maximum : plein tarif économique)	Oui	100 % aux CDI 50 % des CDI	Oui	Oui
Indemnités journalières de subsistance dans le pays hôte (150 \$)	Oui	Oui	Oui	Oui
Indemnités journalières de subsistance au Canada (141 \$)	Oui	50 %	Oui	En cas de nécessité
Services de consultants : analyses de marché, ingénieurs, comptables agréés, avocats	Non	50 %	Non	En cas de nécessité
Coûts entraînés par le temps consacré par vous au projet	Non	Non	Non	Maximum de 500 \$ par jour
Contribution maximum de l'ACDI	15 000 \$	100 000 \$	250 000 \$	350 000 \$
Certificat de comptable agréé requis	Oui	Oui	Oui	Oui
Reçus d'origine requis	Non	Non	Non	Non
Souhaitable	Lettre d'intérêt	Entente officielle	Profits	Recommandations à votre client

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

SIÈGE SOCIAL

Agence canadienne de développement international
Place du Centre
200, promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4
Tél: (613) 997-5456

CENTRES D'INFORMATION RÉGIONAUX

Montréal

Marcel Sicard
Conseiller commercial (ACDI)
Centre du commerce international
3800-800, Place Victoria
C.P. 247
Montréal (Québec)
H4Z 1E8
Tél: (514) 283-3428

Vancouver

Malcolm Sutherland-Brown
Conseiller commercial (ACDI)
Centre du commerce international
C.P. 11610
900-650, rue W. Georgia
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 5H8
Tél: (604) 666-1442

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029442 2



60984 81800

